



# LE DEVOIR

## Le gaz russe a-t-il remplacé les tanks soviétiques?

*L'Europe s'inquiète de sa dépendance énergétique*

CHRISTIAN RIOUX

Paris — La réduction des approvisionnements en gaz naturel russe aura duré moins de 48 heures en Europe, mais elle aura suffi à semer la crainte en ce début d'année. Même si les livraisons en direction des pays de l'Union européenne ont retrouvé leur niveau normal hier en fin de journée, c'est toute l'Europe qui se demande aujourd'hui si sa sécurité énergétique est bien assurée.

Alors que la Russie coupait les vannes à l'Ukraine pour l'obliger à accepter le quadruplement des prix du gaz (de 50 \$ à 230 \$ par 1000 mètres cubes), les responsables français ont rassuré la population. La France n'importe en effet que 20 % de sa consommation de gaz de la Russie et elle dispo-

se de réserves pour 45 jours. Le pays est aussi un des plus autosuffisants d'Europe en électricité. Mais la baisse des approvisionnements russes semble avoir servi de sonnette d'alarme et forcé les Français comme les Européens à s'interroger.

Les experts des pays de l'Union se réuniront aujourd'hui d'urgence à Bruxelles pour examiner la situation. «La sécurité de l'approvisionnement est extrêmement importante pour l'Union européenne et la situation récente montre combien l'Europe est vulnérable aux pénuries de fourniture de gaz», a déclaré à l'AFP le commissaire européen à l'Énergie, Andris Piebalgs. Le quart du gaz naturel consommé en Europe vient en effet de Russie et 80 % de celui-ci passe par les gazoducs ukrainiens. La France, l'Allemagne

et l'Italie sont les trois plus importants importateurs européens. Mais, les nouveaux membres de l'Union sont encore plus dépendants. Le gaz russe répond à 40 % des besoins en gaz de la Pologne, à 65 % de ceux de la République tchèque et à presque 100 % de ceux de la Finlande et des Pays baltes.

Personne n'attend pourtant de résultats spectaculaires de la réunion de Bruxelles. Présidée par l'Autriche depuis le 1<sup>er</sup> janvier, l'Union européenne semble vouloir demeurer loin du conflit. Pas question de jouer les médiateurs entre Kiev et Moscou, dit-on à Bruxelles, comme lors de la Révolution orange qui avait permis l'élection de Viktor Iouchtchenko

VOIR PAGE A 8: GAZ

## Non à un nouveau modèle fédératif

*Paul Martin entend vanter le Canada pour amadouer les nationalistes mous*

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Si l'appui à la souveraineté au Québec est en constante hausse depuis 1995, c'est avant tout parce que les troupes fédéralistes ne parlent pas assez des avantages de faire partie du Canada, croit le premier ministre Paul Martin. Le chef libéral en campagne compte donc mener d'ici le 23 janvier une vaste entreprise de promotion du pays pour affronter son rival bloquiste, mais pas question de proposer un modèle fédératif modifié pour satisfaire les nationalistes ambivalents.

Au cours d'une entrevue accordée au *Devoir* lundi, Paul Martin a donné un avant-goût des arguments qu'il fera valoir au Québec pendant la seconde moitié de la campagne électorale. Des arguments à saveur référendaire, parce que la joute est, selon lui, référendaire.

Invité à interpréter les raisons de la hausse de l'option séparatiste dans la province, le premier ministre offre cette réponse: «On n'a pas parlé assez des raisons positives sur ce qu'on peut faire ensemble.» Jamais il ne mentionne une quelconque insatisfaction profonde qui pourrait animer les Québécois. Selon lui, la montée souverainiste s'explique d'abord par la faiblesse de la pédagogie fédéraliste.

Comme pour donner l'exemple, Paul Martin s'enflamme en parlant de l'accession de la Chine et de l'Inde au rang de nouvelles puissances et de la réorganisation économique mondiale qui s'ensuit. «La capacité du Québec de prendre avantage des économies d'échelle de la Chine et de l'Inde, c'est en faisant partie du Canada qui débouche sur l'Inde. La Colombie-Britannique, c'est un port du Québec! Les industries pétrolières de l'Ouest et de Terre-Neuve, c'est des ressources du Québec!» Selon le chef libéral, «ce qu'il faut faire,



Paul Martin

VOIR PAGE A 8: MARTIN

■ Autres informations en pages A 3 et A 4

■ Gazprom, un «État dans l'État», page B 1 ■ L'éditorial de Serge Truffaut, page A 6

## Retour au travail à la station Mont-Tremblant

ALEXANDRE SHIELDS

C'est toute une région touristique qui a poussé un soupir de soulagement hier, alors que les employés de la station Mont-Tremblant se sont prononcés à 71,55 % en faveur d'un retour au travail. Les 1500 syndiqués de la CSN et la direction d'Intrawest ont en effet accepté la proposition du conciliateur nommé par le gouvernement du Québec, qui comprend notamment un contrat de travail d'une durée de cinq ans, des augmentations salariales de 16 % et la création d'un régime de retraite dès janvier 2008.

Le retour au travail, qui doit se faire progressivement à partir de demain, ne représente toutefois pas une victoire totale pour le syndicat, qui souhaitait plutôt conclure une convention d'une durée de trois ans. «Dans l'ensemble, nous sommes un peu tièdes», a souligné hier le président du syndicat des travailleurs et travailleuses de la station Mont-Tremblant, Benoît Filion. La partie patronale «a eu gain de cause

VOIR PAGE A 8: TRAVAIL

## Contrastes en équilibre

*Benoît Lacroix, jeune et vigoureux penseur de 90 ans*



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

«Les artistes sont l'avenir du monde», dit le père Benoît Lacroix.

Docteur en sciences médiévales, fondateur en 1968 du Centre d'études des religions populaires, prix Léon-Gérin en 1981, grand officier de l'Ordre du Canada depuis 1985, promu docteur honoris causa par l'Université de Sherbrooke en 1990 et nommé grand officier de l'Ordre national du Québec en 1996, le père Benoît Lacroix fête ses 90 ans en septembre. Sa curiosité et son dynamisme demeurent inaltérés.

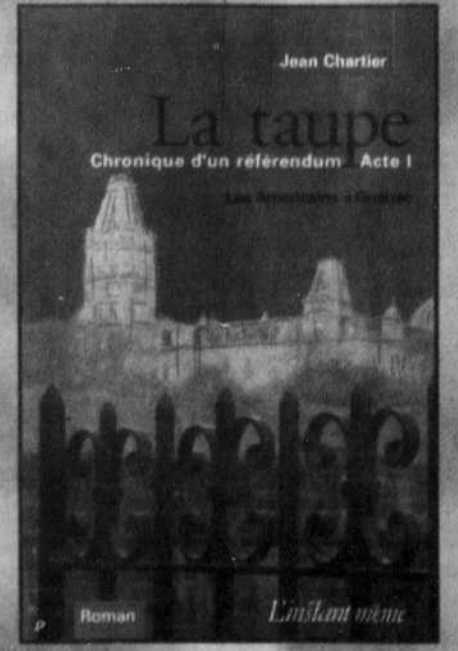
SOLANGE LÉVESQUE

«C'est possible d'avoir 90 ans et ce n'est pas nécessairement une catastrophe, mais ça commence à m'impressionner!», lance-t-il quand on lui demande ce que son âge signifie pour lui. «La surprise est plus grande pour les autres que pour moi; j'ai l'habitude de voir le temps s'écouler dans la continuité, au quotidien, et à chaque jour suffit sa peine. Heureusement, j'ai un tempérament plutôt léger.»

Tous les phénomènes inhérents aux sociétés contemporaines intéressent Benoît Lacroix; quant aux manifestations artistiques, elles le passionnent. «Cela m'émeut d'écouter Kreisler, Rubinstein, Casals, de voir les œuvres de Matisse, Picasso; même âgés, les artistes sont l'avenir du monde; Chagall a tant apporté à l'humanité! De même, le peintre juif Muhlstock, Sylvia Daoust, et ces artistes de la pensée qu'ont été Raymond Klibanski et Georges-Henri Lévesque.» Pour lui, les années comptent selon le don que l'on fait de sa

VOIR PAGE A 8: LACROIX

«Jean Chartier ouvre la voie à la refondation du mythe.»  
- Le libraire -



## La taupe

Chronique d'un référendum Acte 1  
Les Américains à Québec

Roman  
L'instant même  
NOUVELLES ROMANS-ESSAIS

INDEX

Actualités	A 4	Éditorial	A 6
Annonces	B 6	Idées	A 7
Avis publics	B 3	Météo	B 3
Carières	B 5	Monde	B 1
Culture	B 8	Mots croisés	B 6
Décès	B 6	Sudoku	B 3
Économie	B 5	Télévision	B 7



# 06 L'année de l'éducation postsecondaire !

**LES ÉTUDIANTS DÉSIRENT SOUHAITER UNE BONNE ANNÉE AUX LECTEURS DU DEVOIR, ET LEUR RAPPELER QUE L'ANNÉE QUI DÉBUTE SERA CELLE D'UN RÉINVESTISSEMENT MASSIF EN ÉDUCATION POSTSECONDAIRE.**

En effet, le Conseil de la Fédération se réunira les 23 et 24 février prochain afin d'unir les voix des acteurs du monde de l'éducation de toutes les provinces pour faire une demande unanime :

**QUE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DÉVOUE UNE PARTIE IMPORTANTE DE SES SURPLUS MASSIFS AU FINANCEMENT ADÉQUAT DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE AU CANADA.**

## RAPPELONS QUELQUES FAITS :

- L'éducation postsecondaire a beaucoup souffert au cours des 10 dernières années.

- **Le financement fédéral a été réduit considérablement au cours de cette période, contrairement à ce que certains affirment avec la plus grande des convictions.** Au total, cela représente plus de **4,9 milliards** de dollars par année de moins dans le réseau canadien d'éducation postsecondaire et plus d'un milliard par année de moins pour le système québécois.

- Le résultat de ce sous-financement est que le nombre d'étudiants par classe a augmenté en flèche, que la disponibilité des professeurs a diminué en conséquence et que les bibliothèques universitaires ont pris un retard alarmant. Il arrive désormais que plus de 1 000 étudiants assistent à un cours en même temps!

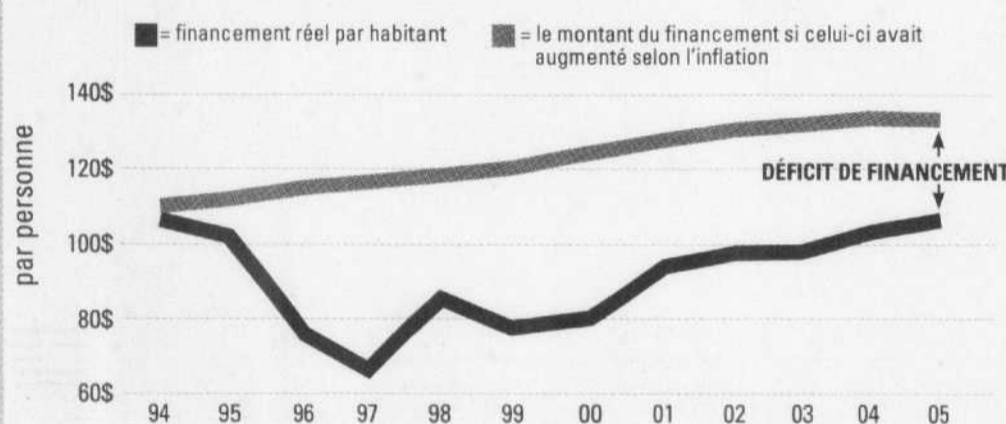
- C'est donc la qualité de notre système d'éducation qui est en péril de même que la vigueur et la compétitivité de notre économie. Le niveau de vie du Canada est maintenant 8e au monde, en perte de 7 positions par rapport au début des années 1990. L'éducation postsecondaire est la clé du développement humain.

- **Le sous-financement du réseau de l'éducation a vu le jour lorsque le gouvernement fédéral a sabré les transferts fédéraux au milieu des années 1990. Il est donc juste que les surplus fédéraux servent au refinancement du réseau de l'éducation.**

- Paul Martin s'est lui-même engagé au cours de la campagne électorale de 2004 à augmenter les transferts fédéraux pour l'éducation postsecondaire de 4 milliards par année.

- Pendant que les gouvernements se renvoient la balle, les établissements postsecondaires manquent cruellement de fonds. **Le gouvernement fédéral doit consacrer une part de ses surplus à l'éducation postsecondaire, et les gouvernements provinciaux doivent continuer à prendre leurs responsabilités et continuer d'investir en éducation postsecondaire.**

**LE FINANCEMENT FÉDÉRAL POUR L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE EST CONSIDÉRABLEMENT INFÉRIEUR AUX NIVEAUX DE 1994...**



**DANS LE CADRE DES PRÉSENTES ÉLECTIONS FÉDÉRALES, LES ENGAGEMENTS EN MATIÈRE D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE NE SONT PAS SUFFISAMMENT CLAIRS. POURTANT, LA DEMANDE DE L'ENSEMBLE DES ACTEURS DU MONDE DE L'ÉDUCATION QUÉBÉCOIS NE LAISSE PAS PLACE À INTERPRÉTATION. LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DOIT ABSOLUMENT AUGMENTER LES TRANSFERTS EN MATIÈRE D'ÉDUCATION D'AU MOINS 4,9 MILLIARDS PAR ANNÉE.**

**C'EST LA DEMANDE DES ÉTUDIANTS DU QUÉBEC ET DU CANADA.**

**EN 2006, AUGMENTONS LES TRANSFERTS FÉDÉRAUX EN ÉDUCATION DE 4,9 MILLIARDS PAR ANNÉE !**

IIII CADEUL 25 ANS

SSMU

AGE

FAECUM

AEP

# ÉLECTIONS



Chantal Hébert

## Les devinettes de 2006

À la même date l'an prochain, qui sera premier ministre du Canada? Fait-il partie du quatuor de chefs qui fait campagne actuellement ou s'agira-t-il de quelqu'un d'autre? D'ailleurs, y aura-t-il encore quatre partis complètement distincts au Parlement fédéral dans 12 mois? Et le gouvernement qui bouclera l'année au pouvoir résultera-t-il du vote du 23 janvier ou de rebondissements subséquents?

En ce début de 2006, le jeu des devinettes a remplacé celui des prédictions. À trois semaines du vote, ce n'est pas seulement l'issue des élections du 23 janvier qui est incertaine mais également ses lendemains. En voici un aperçu.

◆ ◆ ◆ Dans les cauchemars de Paul Martin et dans les rêves de Stephen Harper, les deux principaux chefs fédéraux s'imaginent respectivement à la tête d'un gouvernement minoritaire d'ici la fin du mois. Pour le chef libéral, le verre d'un gouvernement minoritaire serait à moitié vide tandis que pour son adversaire libéral, il serait à moitié plein.

Si Stephen Harper remportait le vote, ne serait-ce que par un siège, il serait le héros du mouvement conservateur. En l'espace de cinq ans, il aurait réussi le tour de force de réunifier la droite canadienne et de la ramener au pouvoir. Après un tel exploit, son leadership serait incontestable. Toutes les énergies seraient canalisées sur l'objectif de transformer le résultat en majorité aux élections suivantes.

L'avenir de Paul Martin, s'il est reconduit à la direction des affaires sans majorité gouvernementale, pourrait être moins rose. Pour le premier ministre sortant, le meilleur scénario minoritaire pourrait être le pire. Un gouvernement libéral minoritaire qui aurait suffisamment de sièges pour voir venir pourrait être davantage tenté de profiter du répit pour changer la garde qu'un gouvernement dont la survie ne tiendrait qu'à un fil.

Même si le PLC remportait le pouvoir le 23 janvier, l'hypothèse qu'un chef autre que Paul Martin soit premier ministre à la même date l'an prochain ne peut être complètement exclue. Au minimum, un gouvernement minoritaire libéral serait plus sujet à des luttes intestines que son équivalent conservateur.

◆ ◆ ◆ À la même date l'an dernier, personne, à commencer par Jack Layton, ne s'imaginait que le NPD était sur le point de mettre la main à la pâte d'un budget fédéral. Sachant cela, il faut aujourd'hui prendre avec un grain de sel les affirmations voulant qu'un gouvernement de coalition ne soit pas dans les cartes de l'après-23 janvier.

Si à peine une poignée de sièges séparaient les libéraux des conservateurs, chacun des deux partis s'acharnerait à démontrer qu'il est mieux placé pour offrir un gouvernement stable. À moins que le NPD ne subisse un immense revers électoral, cela passe par une ou des mains tendues à Jack Layton.

En 1980, Ed Broadbent avait décliné l'offre de Pierre Trudeau qui aurait voulu intégrer une demi-douzaine de néo-démocrates à son cabinet pour donner davantage de légitimité à ses grandes manœuvres constitutionnelles. Mais aujourd'hui, le NPD de Jack Layton chante les vertus d'un système à la proportionnelle. Il aurait possiblement davantage à démontrer aux Canadiens qu'un tel changement serait porteur d'autre chose que des perturbations parlementaires.

Et puis, ce n'est pas parce que le parti qui remportera le plus de sièges le 23 janvier formera normalement le prochain gouvernement qu'il survivra à son premier test parlementaire. En 1985, les Ontariens avaient donné quatre sièges de plus aux conservateurs qu'aux libéraux. Les premiers avaient pris le pouvoir mais seulement le temps d'un discours du trône. Sur la foi d'une entente avec le NDP, David Peterson avait pris la relève pour deux ans.

Dans le scénario d'un résultat serré, nombreux sont les néo-démocrates qui ne pardonneraient pas à Jack Layton de choisir la droite. Mais que ferait Gilles Duceppe? Mathématiquement, l'appui du Bloc québécois aux conservateurs ou plus simplement son non-appui au menu législatif libéral pourrait permettre à Stephen Harper de devenir premier ministre même s'il remportait quelques sièges de moins que Paul Martin le 23.

Dans tous les cas, un gouvernement minoritaire libéral qui ne ferait pas le poids contre le Bloc et les conservateurs devrait mettre les bouchées doubles pour survivre jusqu'à la fin de l'année. Et si le gouvernement était minoritaire et conservateur, combien de temps Stephen Harper pourrait-il se permettre de gouverner sur la foi de l'appui même circonstanciel d'une formation souverainiste? Dans l'hypothèse d'un résultat serré, l'un ou l'autre parti pourrait-il prendre le risque de se lancer dans une campagne au leadership?

Pour le moment, rien n'exclut la possibilité que le résultat du 23 janvier soit plus clair que ne l'indiquent actuellement les sondages. C'est ce qui s'était produit en 2004. Avec une meilleure campagne que la dernière fois, on peut cependant imaginer que les conservateurs pourraient mieux tirer leur épingle du jeu ailleurs au Canada, tandis qu'au Québec, le PLC n'est pas sur la voie d'une remontée de ses appuis.

Un mot en terminant: pour les commentateurs politiques, la période des Fêtes est souvent le moment de faire du rattrapage télévisuel. Le 1<sup>er</sup> janvier, en soirée, j'ai regardé en rafale des épisodes de *Commander-in-Chief*, la série américaine qui fait un malheur cette saison et qui met en vedette une femme à la présidence. Tout cela pour vous amener à ma seule prédiction de 2006: en matière de femmes en politique, ce n'est pas demain la veille que la réalité rattrapera la fiction au Canada. Bonne année quand même!

chebert@thestar.ca

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star.

## Martin tire à boulets rouges sur Harper et Duceppe

Les plus récents sondages mettent les libéraux et les conservateurs au coude à coude

ALEXANDRE SHIELDS

Après la brève accalmie du temps des Fêtes, la campagne électorale fédérale a repris son erre d'allée et le chef libéral Paul Martin, dont la formation est au coude à coude avec les conservateurs selon les plus récents sondages, a tiré hier à boulets rouges sur Stephen Harper, mais aussi sur les bloquistes de Gilles Duceppe.

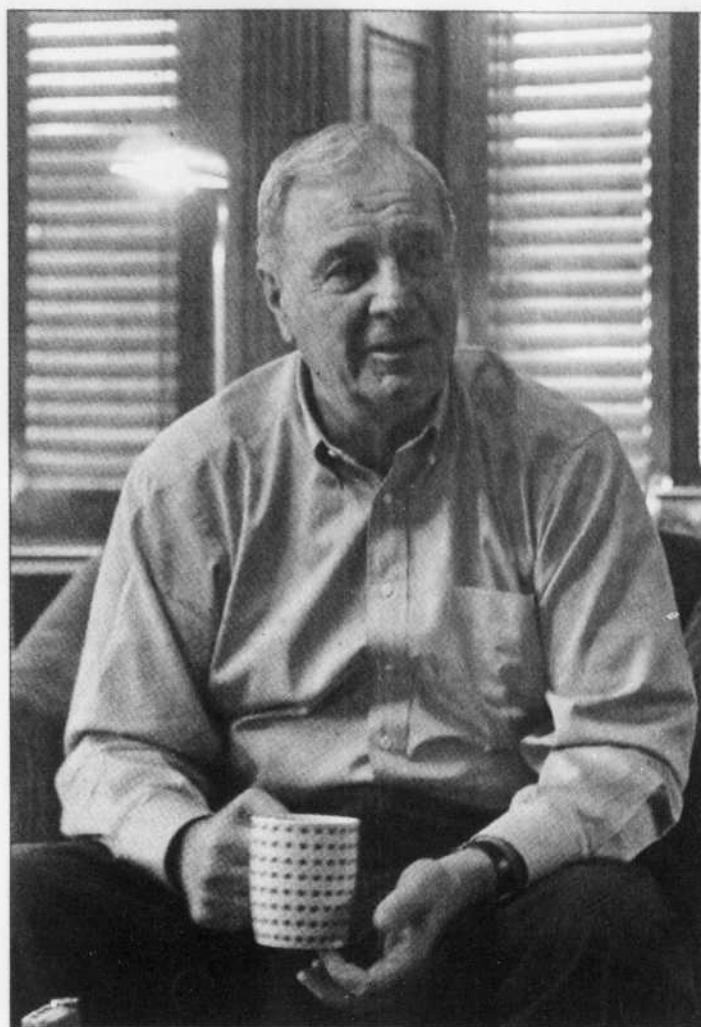
Devant le Canadian Club de Winnipeg, le premier ministre a défendu à nouveau les «valeurs libérales», qualifiant les conservateurs de «perpétuellement insatisfaits» et de «pessimistes». «Moi, je vois le Canada comme un pays qui a réussi, comme un pays qui a un potentiel extraordinaire à exploiter, alors que M. Harper, lui, parle d'un Canada marqué par ce qu'il considère comme des échecs.» Le chef libéral compte d'ailleurs profiter de la deuxième moitié de la campagne pour dévoiler progressivement sa plateforme politique. Dès aujourd'hui, il devrait faire une annonce en matière d'environnement, avant de faire de même en santé, en éducation et au sujet de la politique étrangère au cours de la semaine. Hier soir, il a promis que les libéraux, s'ils sont élus, aboliront la taxe de 975 \$ que les étrangers doivent payer pour immigrer au Canada.

La formation de M. Martin tente ainsi de faire tourner le vent en sa faveur, alors que les plus récents sondages mettent les libéraux et les conservateurs au coude à coude. Un premier sondage, produit par Ipsos-Reid et publié lundi, accorde 33 % des intentions de vote aux conservateurs, 32 % aux libéraux et 18 % au NPD. Un autre sondage, rendu public hier par le quotidien torontois *Globe and Mail*, octroie plutôt 33 % des voix à la formation de Paul Martin, 31 % à celle de Stephen Harper et 17 % aux troupes de Jack Layton. À l'extérieur du Québec, les conservateurs bénéficient de l'appui de 38 % des électeurs et les libéraux, de 35 %. L'avance des libéraux sur les conservateurs a notamment fondu en Ontario, passant de 14 à 6 points de pourcentage. Le sondage du *Globe* démontre aussi que le chef libéral est toujours le préféré de 29 % des Canadiens pour occuper le siège du premier ministre, contre 25 % pour Stephen Harper.

### Harper attaque

De passage dans la région de Québec, le chef conservateur a de son côté accusé les libéraux d'avoir continué l'an dernier à dilapider des fonds publics à des fins partisans, en accordant des contrats de sondages à des amis du régime sans retenir les leçons du scandale des commandites. «Les choses ne changent pas à Ottawa. C'est la nature des libéraux. Quand le Parti libéral manque d'argent pour ses activités partisans, il utilise l'argent du gouvernement», a dénoncé M. Harper.

Les sondages d'opinion publique commandés à grands frais par le gouvernement Martin sont dans le collimateur du chef conservateur. Ces consultations,



CHRIS WATTIE REUTERS

Le premier ministre Paul Martin a accordé quelques entrevues, ce week-end, dans son bureau de l'édifice du Parlement, à Ottawa.



J. P. MOCZOLSKI REUTERS

Le chef conservateur Stephen Harper a été bien accueilli, hier, lors d'un arrêt à Markham, près de Toronto.

destinées à mesurer l'humeur de la population face aux décisions gouvernementales, ne sont souvent l'objet de d'un rapport «verbal», dont il ne reste aucune trace écrite attestant le travail accompli. Qui plus est, les contrats «sont fréquemment accordés à des amis politiques», a soutenu le chef conservateur. Le «penchant» des libéraux pour les rapports verbaux, qui se manifeste particulièrement dans les contrats accordés pour la réalisation de sondages, a été condamné par la vérificatrice générale, a-t-il rappelé. «Nous mettrons fin aux sondages politiques payés par les contribuables», a déclaré le chef du Parti

conservateur. Il y aura des soumissions ouvertes et concurrentielles pour toutes les recherches sur l'opinion publique.»

D'ailleurs, l'un des premiers effets de la future loi conservatrice sur l'imputabilité fédérale sera d'instituer une enquête indépendante pour faire la lumière sur les «contrats de sondages contestables» accordés au fil des ans par le gouvernement libéral. M. Harper est aussi toujours déterminé à faire campagne en capitalisant sur «cinq priorités». Outre leur projet de loi sur l'imputabilité, les conservateurs entendent réduire la TPS, accentuer la lutte contre le crime, mais aussi régler la question du déséquilibre fiscal et favoriser l'aide directe aux familles qui ont des enfants de moins de 6 ans.

### Le Bloc ciblé par Martin

Parti de la capitale fédérale à 3h du matin, n'ayant pu décoller la veille en raison d'ennuis mécaniques de son avion de tournée, Paul Martin a par ailleurs répété que les présentes élections ont un caractère référendaire et il a mis en garde les fédéralistes contre la tentation de voter pour le Bloc québécois, qui récolte plus de 50 % des intentions de vote au Québec. «Si vous appuyez le Bloc, Gilles Duceppe va s'emparer de votre bulletin de vote le soir du 23 janvier. Il le brandira tout haut. Il dira qu'en votant pour lui, vous lui avez confié la mission de sceller avec André Boisclair le pacte d'enclencher un troisième processus référendaire», a martelé le chef libéral.

Une idée balayée du revers de la main par les bloquistes. «Les libéraux ont tenté d'acheter la conscience des Québécois avec leur propre argent. C'est pour ça que les Québécois doivent les sanctionner et c'est pour ça qu'il faut aller voter», a affirmé leur chef lors du lancement de deux publicités télévisées hier à Montréal. Qualifiées de «positives» par M. Duceppe, ces publicités insistent sur la nécessité de se déplacer pour aller voter le jour des élections et reprennent, sur un fond de nature hivernale, le thème «heureusement, ici au Québec, c'est le Bloc». Le chef bloquiste croit aussi que le gouvernement fédéral doit respecter sa promesse de continuer d'appuyer financièrement les organismes par l'entremise d'autres programmes, comme il s'était engagé à le faire lors de l'abolition du programme, en décembre 2004.

De passage à Oshawa et Windsor, en Ontario, où l'industrie automobile est omniprésente, le chef néo-démocrate Jack Layton a quant à lui cherché à renforcer l'appui traditionnel des électeurs de la région envers sa formation.

Le Devoir Avec la Presse canadienne

### EN BREF

#### Le Bloc menace l'économie québécoise, selon Stéphane Dion

Québec — L'économie du Québec risque de souffrir de la trop forte présence du Bloc québécois à Ottawa, a soutenu, hier, le ministre fédéral Stéphane Dion. «Ce n'est pas possible de convaincre facilement les Canadiens d'investir au Québec si on

leur dit: "Investissez au Mussif [une station de ski à l'est de Québec] et on va se sauver avec après", a lancé M. Dion, de passage à Québec pour rencontrer les candidats libéraux régionaux. Par conséquent, les souverainistes du Bloc québécois, pourtant largement en avance dans les sondages dans tout l'est du Québec, «ne sont pas le genre de députés que l'on doit envoyer à Ottawa», a-t-il poursuivi. Aux yeux de M. Dion, le Parti conservateur de Stephen Harper est tout aussi dangereux pour l'économie québécoise. — PC

**Jacques BEAUCHESNE**

**DICTIONNAIRE DE L'ÉCRIVAIN EN HERBE**

Dédié aux tout-petits et aux plus âgés qui sont tentés par l'appel de l'écriture.

192 pages — 12,95 \$

GUÉRIN, éditeur. (514) 842-3481

En vente dans toutes les librairies. Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

LOTO QUÉBEC		Résultats	
SUPER 7		TVA le total des tirages	
Tirage du 2005-12-30	7/7	0	2 500 000,00 \$
02 12 30 36 44 45 47	6/7+	3	87 510,40 \$
Complémentaire: 34	6/7	84	2 734,70 \$
Ventes totales: 14 209 166 \$	5/7	5 457	150,30 \$
Prochain gros lot: 5 000 000 \$	4/7	116 415	10,00 \$
	3/7+	107 070	10,00 \$
	3/7	975 150	Participation gratuite
649		Tirage du 2005-12-31	
10 13 31 33 34 35	6/6	0	4 821 969,00 \$
Complémentaire: 22	5/6+	3	114 808,80 \$
Ventes totales: 16 749 114 \$	5/6	135	2 107,60 \$
Prochain gros lot (appr.): 10 000 000 \$	4/6	7 769	69,40 \$
	3/6	137 505	10,00 \$
	2/6+	101 402	5,00 \$
Québec 49		Tirage du 2005-12-31	
01 22 27 28 37 42	6/6	0	1 000 000,00 \$
Complémentaire: 34	5/6+	1	50 000,00 \$
Ventes totales: 499 649,00 \$	5/6	12	500,00 \$
	4/6	771	50,00 \$
	3/6	15 875	5,00 \$
Extra		Tirage du 2005-12-30	
NUMÉRO 216855	LOT 100 000 \$	Tirage du 2005-12-31	
		NUMÉRO 950634	LOT 100 000 \$
Celebration PLUS QUE QUELQUES JOURS!			
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.			

**ROLEX**

Explorer II Acier

**Bijouterie Gambard**

Vente et service technique

630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE MONTRÉAL (514) 866-3876

# ÉLECTIONS FÉDÉRALES

## CIRCONSCRIPTIONS À SURVEILLER

# Gatineau : les libéraux sur la défensive

Tout au long de la campagne électorale fédérale, *Le Devoir* trace le portrait de certains comtés chauds où la lutte est intéressante. Aujourd'hui, la circonscription de Gatineau, véritable forteresse libérale qui vacille sous les assauts du Bloc québécois. En 2004, les troupes de Gilles Duceppe étaient passées à seulement 830 voix de remporter la victoire, plaçant du même coup ce coin du Québec sur la liste des comtés en danger pour le PLC.

ALEC CASTONGUAY

Gatineau — Le bar La Drave, planté au milieu du grand centre commercial des Promenades de l'Outaouais, était rempli de 200 militants enthousiastes. Les souverainistes abonnés à ce type de rassemblement partisan étaient évidemment fidèles au rendez-vous, mais il y avait un petit plus en cette soirée

glaciale de la fin décembre: des visages qui avaient disparu de la scène politique. «Il y a beaucoup de vieux de la vieille ici ce soir, c'est étonnant», a d'ailleurs souligné au *Devoir* un militant.

Etonnant parce que c'est André Boisclair qui était l'invité de prestige de cette soirée du temps des Fêtes. Le chef du Parti québécois, qui fait campagne aux côtés du Bloc lors de ces élections fédérales, venait donner un coup de main au candidat bloquiste du coin, Richard Nadeau. Mais n'est-ce pas la jeunesse qu'on dit attirée par André Boisclair? «C'est pour ça que je dis que c'est étonnant, continue le militant souverainiste, qui a tenu à ne pas être nommé. Mais d'un autre côté, on a pour la première fois une chance de percer le mur libéral ici. Ce serait incroyable qu'on gagne Gatineau, et les gens le savent. Alors j'imagine que ça motive même les plus désillusionnés.»

La chanssonette électorale du Bloc québécois pousse alors ses premières notes. André Boisclair, comme une rock star, fait son entrée sous un tonnerre d'applaudissements. C'est toutefois Richard Nadeau qui prend la parole en premier, avec un discours mordant destiné au Parti libéral du



SOURCE PLC  
La candidate libérale, Françoise Boivin



JACQUES BOISSINOT PRESSE CANADIENNE  
Le candidat du Bloc québécois, Richard Nadeau, en pleine campagne dans les rues de Gatineau, en compagnie de son chef, Gilles Duceppe.

Canada. «C'est fini le temps où les libéraux pouvaient tenir le vote de l'Outaouais pour acquis, lance-t-il. Il n'existe plus de forteresse libérale au Québec. Le temps d'avoir peur de perdre nos jobs en Outaouais, c'est fini! Les libéraux vont récolter les fruits de leur arrogance!»

En entrevue, Richard Nadeau reconnaît qu'«en Outaouais, bloquiste et péquiste, ça fait un». «Je ne ferai pas de cachette là-dessus», dit-il, lui qui est candidat bloquiste pour la troisième élection de suite. Son mandat est pourtant clair: «convaincre des fédéralistes de voter pour le Bloc», et ce, même si l'option souverainiste est mise en évidence.

Des paroles comme celles-là et des rassemblements partisans avec André Boisclair, la libérale Françoise Boivin affirme en vouloir tous les jours de la campagne. «Le Bloc fait déjà son pré-party de victoire!», ironise-t-elle, assise à son bureau au milieu d'un grand local

électoral. Aux dernières élections, ils [les bloquistes] n'ont pas parlé de souveraineté pendant 36 jours, et là, ils ne font que ça. Ça montre qu'ils comprennent mal l'Outaouais. Plus ils parlent de souveraineté, plus ça m'aide, c'est certain!»

Françoise Boivin n'hésite pas à dire que la souveraineté «c'est le gros enjeu de la campagne à Gatineau». «Mais les gens réalisent que c'est le temps d'être sérieux. Chaque bloquiste est une succursale pour la souveraineté, il faut arrêter de se mettre la tête dans le sable!»

N'empêche, la députée libérale sortante, élue pour la première fois en 2004, avoue que la machine bleue en face d'elle est beaucoup plus imposante que par le passé. «Le Bloc est plus fort, je le sens», dit-elle. Il dépense 100 fois plus qu'en 2004 dans Gatineau. La photo de leur candidat est même sur les autobus! Mais je ne veux pas gagner comme ça, je veux l'emporter avec une victoire de terrain.»

### Ramener les fédéralistes au bercail

La partie ne sera toutefois pas facile. Gatineau la rouge a presque changé de couleur en 2004, alors que le Bloc s'est approché à 830 votes des libéraux, faisant fondre une majorité de plus de 10 000 voix. Majoritairement composée de fonctionnaires fédéraux peu enclins à soutenir l'idée d'une séparation du Québec, Gatineau n'avait jamais figuré sur la liste des comtés en danger pour le PLC. Ce n'est plus le cas. «Je me rappelle très bien ma majorité de 800 voix, je ne tiens rien pour acquis», souligne d'ailleurs Françoise Boivin. Cette dernière tente plutôt d'utiliser ce faible écart à son avantage en redirigeant les électeurs frustrés vers d'autres partis que le Bloc, à défaut de pouvoir les convaincre de rentrer au bercail.

En effet, en analysant les chiffres d'Elections Canada, on

constate qu'environ 5000 supporters libéraux auraient décidé de rester à la maison en 2004, alors que 4000 autres électeurs qui avaient voté pour le Parti progressiste-conservateur ou la défunte Alliance canadienne en 2000 se sont repliés sur le Bloc québécois plutôt que d'appuyer Paul Martin. «Je dois convaincre les fédéralistes frustrés ou les anciens conservateurs de voter pour n'importe quel parti, sauf le Bloc», explique Françoise Boivin. Il faut qu'ils comprennent que s'ils sont fédéralistes, un vote pour le Bloc est abominable.»

Mais selon Françoise Boivin, le pire est passé. «Je considère que j'ai sauvé le comté en 2004. Je sentais la vague ici, les gens voulaient se débarrasser des libéraux. Avec le scandale des commandites qui a amené toutes sortes de rumeurs, j'aurais dû perdre la bataille. Là, le ton a changé, tout le monde revient sur terre. Je n'ai pas le même sentiment qu'en 2004, je ne sens pas de vague bloquiste. Et les gens me connaissent plus, ils savent ce que je peux faire.»

Richard Nadeau voit les choses différemment. Selon lui, les libéraux tiennent tellement Gatineau pour acquis depuis des décennies que les gens en ont assez. Il estime que parler de souveraineté n'effraie pas les électeurs comme avant. «Les libéraux essaient encore de faire jouer leur vieux régime de peur, mais ça ne marche plus», dit-il.

Son cheval de bataille, c'est «désenclaver l'Outaouais». «Gatineau, ce n'est pas un quartier d'Ottawa, on a nos propres besoins. Les libéraux n'ont rien apporté de plus ici depuis des années. Il est temps que ça change», soutient Richard Nadeau. Visiblement très à l'aise avec les dossiers chauds de la région, il énumère ce qu'il juge comme des injustices. «Il y a 30 centres de recherche à Ottawa et un seul à Gatineau. Environ 20 % des fonctionnaires travaillent de notre côté de la rivière, alors que nous devrions en recevoir 25 %, soit l'équivalent du poids démographique du Québec. Ça veut dire 5000 fonctionnaires de plus, imaginez le boom économique! C'est scandaleux!»

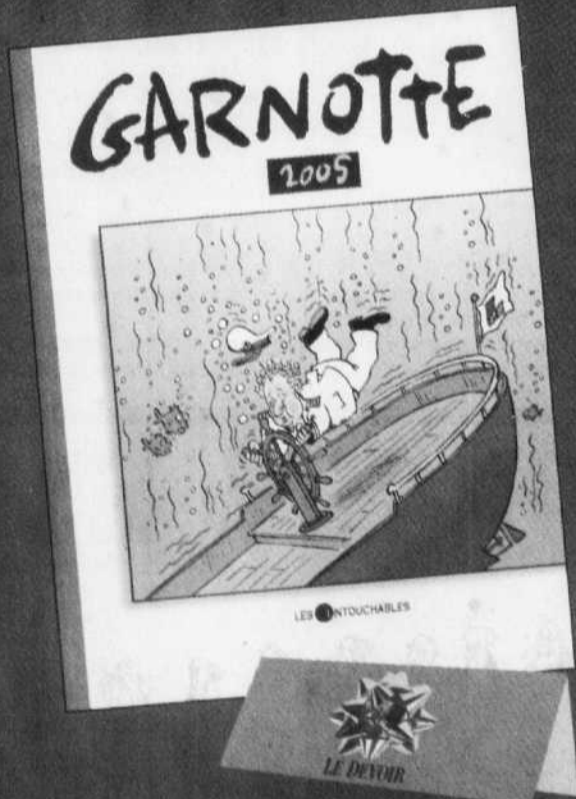
Le Devoir

## Pour les Fêtes

offrez un abonnement au journal

## LE DEVOIR

à un nouvel abonné\* et recevez GRATUITEMENT le livre de Garnotte, notre caricaturiste!



POUR COMMANDER :  
514-985-3355 1 800 463-7559

CETTE OFFRE EST VALABLE POUR LES ABONNEMENTS DE :

13 semaines, du lundi au samedi 73,85 \$ + taxes  
26 semaines, du lundi au samedi 130,40 \$ + taxes  
52 semaines, du lundi au samedi 234,69 \$ + taxes  
52 semaines, le samedi 104,32 \$ + taxes

(ou pour tout abonnement d'une valeur de 50 \$ ou plus avant taxes)

AVANT DE COMMUNIQUER AVEC NOUS,

ASSUREZ-VOUS D'AVOIR :

l'adresse complète et le numéro de téléphone de la personne à abonner.

L'offre est valable jusqu'au 6 janvier 2006 inclusivement. Quantité de livres limitée.

\* L'abonnement offert en cadeau doit être fourni à une adresse différente de celle de votre abonnement actuel.

LE DEVOIR

• On n'est jamais trop curieux •

## Pour retrouver votre ligne, suivez le pointillé.

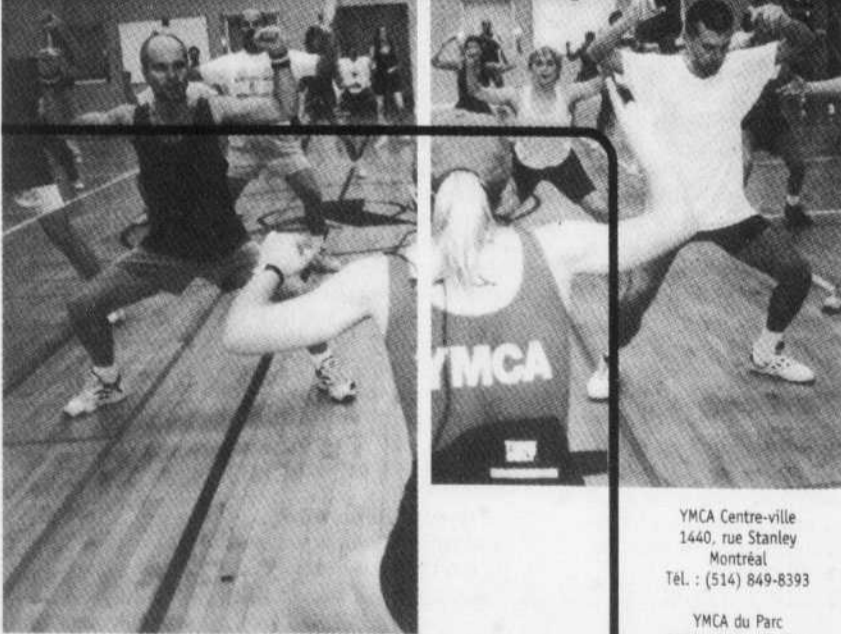


LAISSEZ-PASSER GRATUIT

Après les Fêtes, retrouvez votre ligne au YMCA. Venez comme vous êtes!

Machines à la fine pointe.

L'activité physique est l'un des programmes communautaires du YMCA dont la mission est de donner plus de vie à la vie.



VENEZ DÉCOUVRIR NOS COURS ET NOS INSTALLATIONS JUSQU'AU 22 JANVIER 2006

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_



Plus de vie à la vie des jeunes, des familles et de la communauté

GRAND MONTRÉAL

Un laissez-passer par personne et pour une journée pendant cette période. Accès au vestiaire général. Apportez une carte d'identité avec photo et un cadenas.  
www.ymcamontreal.qc.ca

YMCA Centre-ville  
1440, rue Stanley  
Montréal  
Tél. : (514) 849-8393

YMCA du Parc  
5550, avenue du Parc  
Montréal  
Tél. : (514) 271-9622

YMCA Guy-Favreau  
200, boul. René-Lévesque O.  
Montréal  
Tél. : (514) 845-4277

YMCA  
Hochelaga-Maisonneuve  
4567, rue Hochelaga  
Montréal  
Tél. : (514) 255-4651

YMCA  
Notre-Dame-de-Grâce  
4335, avenue Hampton  
Montréal  
Tél. : (514) 486-7315

YMCA  
Pointe-St-Charles  
(sans piscine)  
255, avenue Ash  
Montréal  
Tél. : (514) 935-4711

YMCA St-Laurent  
1745, boul. Décarie  
St-Laurent  
Tél. : (514) 747-9801

YMCA West-Island  
230, boul. Brunswick  
Pointe-Claire  
Tél. : (514) 630-9622

YMCA Westmount  
4585, rue Sherbrooke O.  
Westmount  
Tél. : (514) 931-8046

# ACTUALITÉS

EN BREF

## Méto de Montréal: retard dans la fusion des corps de police

Montréal — Contrairement à ce qu'avait promis la Ville de Montréal il y a quelques semaines à peine, la fusion entre les corps de police du méto et du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) ne s'est pas effectuée comme on l'avait prévu, le 1<sup>er</sup> janvier 2006. Malgré les efforts déployés, les négociations achopperaient toujours sur certains aspects de l'intégration des agents du méto au SPVM. Par conséquent, la nouvelle date d'entrée en vigueur de la fusion demeure inconnue. L'intégration des agents de surveillance du méto au sein du service de police avait pourtant été annoncée au printemps dernier pour entrer en vigueur l'été suivant, mais la complexité de l'opération a pris les élus de court, forçant un délai. — PC

## Un Ontarien retrouvé par la police à Laval

Laval — Une histoire d'enlèvement et de séquestration a connu son dénouement vers 6h30 hier matin, à Laval. Le 30 décembre, un Albertain avait contacté les policiers d'Edmonton pour les aviser qu'on lui exigeait une rançon afin de faire libérer un membre de sa famille. L'enquête avait été confiée à un corps de police de l'Ontario puisque la victime, un homme de 29 ans, réside à London. Les recherches ont finalement mené les policiers à Laval. Avec l'aide du Service de police de Laval et de la Sûreté du Québec, la victime a été localisée dans un motel du boulevard Curé-Labelle, à Fabreville. Au total, sept personnes ont été arrêtées jusqu'à présent, dont une femme. Les suspects devaient être interrogés par les policiers et comparaitre aujourd'hui sous plusieurs chefs d'accusation, dont enlèvement et séquestration. Ces personnes sont toutes connues des policiers. Elles sont probablement membres d'une organisation criminalisée. On ne craint pas pour la vie de l'homme qui a été séquestré durant quatre jours, même s'il a été blessé à la tête. Également connu des policiers, il est questionné par la Sûreté du Québec. — PC

## Grippe aviaire: l'Ontario veut agir avec fermeté

Toronto — La crainte d'une épidémie de grippe aviaire incite le gouvernement de l'Ontario à se doter d'une loi donnant à son premier ministre des pouvoirs extraordinaires en cas de crise. Le ministre de la Sécurité communautaire et des services correctionnels de la province, Monte Kwinter, a déposé un projet de loi en ce sens avant la fin de la session de l'Assemblée législative. Si une épidémie du virus H5N1 de la grippe aviaire frappait l'Ontario, le premier ministre pourrait donc décréter l'état d'urgence pour une période de 14 jours. Le lieutenant-gouverneur pourrait ensuite prolonger cette période de 14 jours supplémentaires. La loi ferait également en sorte que tous les employés jugés critiques seraient obligés de faire des heures supplémentaires. Les déplacements dans les villes seraient aussi restreints. Le ministre Kwinter espère qu'il sera adopté avant la fin du mois de juin. — PC

## Le Dow Jones en hausse

New York — L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a terminé la séance d'hier à la Bourse de New York à 10 847,41 points, en hausse de 129,91 points. De son côté, l'indice Nasdaq des valeurs technologiques a gagné 38,42 points, soit 1,74 %, à 2243,74 points. À la Bourse de Toronto, les cours ont clôturé en hausse, hier. L'indice S&P/TSX a bondi de 169,32 points, à 11 441,58 dans un volume de 271,1 millions d'actions transigées. L'indice Nasdaq Canada a progressé de 4,88 points, à 448,52 avec un volume de 32,8 millions d'actions échangées. Par ailleurs, le dollar canadien a clôturé à 86,54 cUS hier, en hausse de 0,56 c comparé à vendredi. Le dollar américain a terminé à 1,1556 \$ CAN, en baisse de 0,74 c. — PC, AP



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR  
Aveugle, diabétique, sans travail ni famille, Abdelkader Belaoui, un Algérien musulman, a trouvé refuge dans une église catholique du quartier Pointe-Saint-Charles, son dernier espoir d'échapper à l'expulsion vers les États-Unis.

## Un Algérien aveugle se réfugie dans une église de Pointe-Saint-Charles

Au Québec depuis trois ans, Abdelkader Belaoui a épuisé tous ses recours légaux

BRIAN MYLES

Abdelkader Belaoui a commencé l'année 2006 sans réjouissances. Pendant que d'autres fêtaient, il s'est réfugié dans une église du quartier Pointe-Saint-Charles, son dernier espoir d'échapper à l'expulsion. Le sans-statut d'origine algérienne a épuisé tous ses recours légaux pour rester au Canada, après un séjour d'un peu moins de trois ans. Aveugle, diabétique, sans travail ni famille, M. Belaoui n'a pas été en mesure de convaincre les autorités du bien-fondé de sa demande pour obtenir le statut de réfugié. Son renvoi vers les États-Unis est prévu pour demain, avant un ultime renvoi en Algérie lui inspirant une crainte mortelle. «Je ne doute pas une seconde que je suis en danger», a-t-il dit hier.

Le père Jim MacDonald a accepté d'ouvrir la porte du presbytère à Belaoui parce qu'il ne disposait plus d'autres alternatives que la fuite. «J'y a pensé beaucoup avant de dire oui et j'ai perdu un peu de sommeil. Mais j'en perdrais encore plus si Abdelkader devait être déporté», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à l'église de la rue Centre.

La scène avait quelque chose de surréaliste: un musulman a trouvé l'asile dans une église catholique irlandaise, et non pas une mosquée. Abdelkader Belaoui habite le quartier Pointe-Saint-Charles, où il s'est fait de nombreux amis. Sa vie est ici. Il n'a pu trouver de travail à Montréal en raison de son handicap, mais il a exercé des activités bénévoles pour l'Association multithnique pour l'intégration des personnes handicapées.

### Des appuis

Épicier dans une autre vie, Abdelkader Belaoui a fui l'Algérie à

28 ans. Des membres du Groupe islamique armé (GIA) exigeaient de lui une contribution financière pour leurs activités terroristes. On lui a dit qu'il avait le choix de «payer ou mourir». Il a mis les voiles, direction les États-Unis, où il est demeuré cinq ans. Après les attentats du 11 septembre 2001, des agents du Service de naturalisation et d'immigration (INS) l'ont rencontré lors d'une entrevue qu'il a jugée humiliante et stressante. Il a pris le large avant sa deuxième rencontre avec l'INS.

Le 23 mars 2003, Abdelkader Belaoui passait la frontière canado-américaine et il réclamait le statut de réfugié. Des inconsistances entre les propos qu'il a tenus lors de son passage aux douanes, lors d'une entrevue avec un agent d'immigration et dans une demande officielle lui ont valu un revers de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié. Comme la Cour fédérale s'est abstenue de réviser cette décision, son dossier demeure confidentiel.

En raison de son départ expéditif des États-Unis, Abdelkader Belaoui craint d'y être emprisonné et interrogé pour une durée indéterminée en cas de renvoi. Il a reçu l'appui inconditionnel du groupe Solidarité sans frontières et de plusieurs organismes soulignant son intégration à la société québécoise. Dans un ultime recours, il a tenté de rester au pays pour des considérations d'ordre humanitaire, mais comme il n'avait pas de famille et de travail, il a essuyé un autre refus. Solidarité sans frontières juge la situation aberrante. Abdelkader Belaoui n'a pu bénéficier des programmes de subvention pour l'intégration des handicapés au travail parce qu'il n'avait pas de statut au Canada.

Le Devoir

## L'avocat de la juge Ruffo travaille d'arrache-pied

Montréal — L'avocat de la juge Andrée Ruffo de la Cour du Québec travaille d'arrache-pied ces semaines-ci sur une requête à la Cour suprême du Canada pour permission d'en appeler de la décision de la Cour d'appel du Québec recommandant au ministre québécois de la Justice de destituer Mme

Ruffo. Bien qu'il ait jusqu'au 9 février pour présenter l'avis requis, M<sup>re</sup> Louis Masson pense le faire dès le 1<sup>er</sup> février. L'avocat de la juge Ruffo doit démontrer qu'il est d'intérêt national que le plus haut tribunal du pays se penche sur la question.

Presse canadienne

Explosion dans une mine de charbon en Virginie occidentale

## L'inquiétude grandit quant au sort des mineurs

Tallmansville — L'inquiétude grandissait hier quant au sort de 13 mineurs avec lesquels tout contact a été rompu depuis plus de 24 heures, après une explosion dans une mine de charbon en Virginie occidentale, dans l'est des États-Unis.

Les échantillons d'air prélevés dans une section de la mine de charbon révèlent des «niveaux très dangereux et toxiques» de monoxyde de carbone, a indiqué Ben Hatfield, président d'International Coal Group (ICG), propriétaire de la mine de charbon, sur la chaîne de télévision américaine CNN.

«Nous sommes très inquiets» au sujet de cette forte présence de monoxyde de carbone dans une section de la mine, «mais nous sommes déterminés à poursuivre les recherches tant qu'il y a l'espoir» de sauver les 13 mineurs avec lesquels aucun contact n'a pu être établi depuis lundi matin. «Il y a une chance qu'ils soient ailleurs ou qu'ils se soient enfermés dans un endroit où ils ont pu échapper à ce fort taux de monoxyde de carbone», a ajouté M. Hatfield.

Mais c'est certainement «dangereux pour leur santé si les mineurs se trouvent dans le secteur» où ont été effectués les tests, a-t-il poursuivi.

Les échantillons d'air ont été prélevés près d'une zone de repli où les mineurs auraient pu se réfugier, a précisé M. Hatfield.

Les opérations de secours ont commencé à «accélérer» à la mi-journée et d'autres forages devaient avoir lieu en soirée hier, a-t-il indiqué lors d'une nouvelle conférence de presse télévisée.

Le président George W. Bush a indiqué qu'«à travers le pays, les Américains priaient pour les mineurs pris au piège dans la mine». Il a aussi assuré l'aide du gouvernement fédéral pour «sortir ces mineurs de la mine, espérons en bonne santé». Le porte-parole de la Maison-Blanche, Scott McClellan, a précisé que M. Bush se «tenait informé de l'évolution de la situation».

De son côté, le gouverneur de l'État, Joe Manchin, a souligné que les secours faisaient «tout ce qui était humainement possible» pour tenter de sauver les mi-

neurs, en ajoutant qu'il faudrait attendre mardi [hier] soir avant d'avoir davantage de précisions sur la tournure des événements.

### Signes encourageants

Le premier forage n'a pas mis en évidence des signes d'une violente explosion, a dit M. Hatfield, pour qui «c'est probablement la meilleure nouvelle de ces dernières heures».

L'origine de l'explosion, survenue à l'aube lundi matin, n'était toujours pas déterminée hier. Un des vice-présidents de ICG Roger Nicholson avait auparavant indiqué que la foudre pourrait être à l'origine de l'accident, en notant qu'il s'était produit au moment «où un important orage sévissait dans la région».

Les sauveteurs ont commencé hier matin à creuser sans équipement lourd pour éviter toute étincelle dans la mine, où l'explosion a causé un effondrement dans la galerie horizontale, à quelque 80 mètres de profondeur et à près de trois kilomètres de la sortie, selon Gene Kitts, un autre vice-président d'ICG.

L'explosion a eu lieu alors que 19 mineurs se trouvaient dans la mine. Six d'entre eux ont réussi à s'en sortir indemnes.

Selon une experte en sécurité, Ellen Smith, l'an dernier, plusieurs violations graves de sécurité avaient été signalées dans cette mine.

Doug Conaway, un responsable de l'Office médical, de sécurité et de formation des mineurs de Virginie occidentale, a reconnu que les autorités étaient au courant mais avaient estimé que ces violations étaient communes dans ce secteur d'activité.

La Virginie occidentale, une importante région minière depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, a connu trois accidents de mine mortels en 2005, ainsi que la plus grande tragédie minière américaine, à Monongah, où 362 mineurs ont trouvé la mort en 1907.

Agence France-Presse



JOSHUA ROBERTS REUTERS  
Le gouverneur de la Virginie occidentale, Joe Manchin, tente d'encourager la fiancée d'un des 13 mineurs emprisonnés au fond d'une mine de charbon, à Tallmansville. Les tentatives pour porter secours aux mineurs n'ont encore rien donné.

BAVIÈRE

## Onze morts dans l'effondrement du toit d'une patinoire

Bad Reichenhall (Allemagne) — Onze personnes au moins, dont huit mineurs, ont trouvé la mort, lundi, dans l'effondrement, sous le poids de la neige, du toit de la patinoire de Bad Reichenhall, en Bavière, selon un bilan daté d'hier soir et qui pourrait encore s'alourdir.

Les travaux de déblaiement de l'établissement où ont été repérés quatre corps ne présentant aucun signe de vie apparent ont été interrompus hier après-midi en raison de risques d'écroulement, ont indiqué les autorités.

Ils devaient reprendre en début de soirée avec de nouvelles grues

pour extraire les pans de murs et du toit avec un maximum de sécurité, et tenter de sauver les quatre personnes ensevelies, une femme et trois jeunes âgés entre 12 et 16 ans, si elles sont encore en vie plus de 24 heures après l'accident.

«Nous partons du principe que nous allons retrouver encore d'autres morts», a dit le porte-parole de la police judiciaire de Traunstein, Franz Sommerauer.

Selon le dernier bilan figurant parmi les onze morts une femme de 35 ans, quatre filles et deux garçons, tous âgés entre 9 et 12 ans, et deux jeunes gens. Tous étaient originaires de la région.

Au cours d'une émouvante cérémonie improvisée, plusieurs centaines de personnes se sont recueillies sur la place de la mairie de Bad Reichenhall, souvent une bougie à la main.

En outre, 34 personnes ont été blessées à des degrés divers et 13 se trouvaient toujours dans des hôpitaux.

Environ 360 secouristes, aidés par six grues, se sont activés dans les opérations de sauvetage et les travaux de soutènement de la partie du toit encore intacte, parfois à mains nues.

Agence France-Presse

# La Cible



Du lundi au vendredi 18 h

TV5.ca

## É D I T O R I A L

## Chantage au gaz

La reprise de la distribution de gaz par la Russie n'annonce pas la fin de la guerre énergétique. Loin de là. L'objectif du Kremlin demeure entier: user de l'arme pétrole plus gaz afin de réaliser son ambition géopolitique. Laquelle? Retrouver son statut de superpuissance en mettant au pas les voisins immédiats, dont l'Ukraine, pour commencer.

Il y a un an tout juste, la Révolution orange portait Viktor Iouchtchenko à la présidence de l'Ukraine. À Moscou, on s'en souviendra, l'humour était d'autant plus maussade que les courants russophiles qui dominèrent le pays pendant des lunes furent laminés au profit des pro-européens. À peine installé dans ses nouvelles fonctions, Iouchtchenko inscrivait à l'agenda politique du pays les deux priorités suivantes: prendre la route qui mène à l'Union européenne (UE) et se rapprocher de l'OTAN.

Pour Vladimir Poutine et ses proches, le copinage sans fard de Iouchtchenko avec l'Ouest devint rapidement insupportable. Car cela signifiait, et signifie toujours, une perte notoire d'influence dans une région que Moscou considère encore comme sa propriété. Pire, les idées défendues par Iouchtchenko pourraient se répandre au sein de ses nations, par exemple la Biélorussie, que Poutine tient mordicus à tenir en laisse.

Dans ce contexte, le Kremlin a décidé de punir les récalcitrants. À défaut d'envoyer des tanks, il fut décidé de couper le cordon énergétique afin de signifier aux Ukrainiens que le cœur de leur économie battait à Moscou. Le prétexte employé a été aussi simple qu'efficace: exiger que le prix du gaz fourni par les Russes soit au diapason du prix qui a cours pratiquement partout dans le monde.

Depuis la chute du Mur de Berlin, l'Ukraine a bénéficié des rabais accordés à l'époque de l'Union soviétique. Ainsi, pour l'énergie acheminée à Kiev et dans les environs par la société d'État Gazprom, le trésor public ukrainien débourse 50 \$US pour chaque 1000 mètres cubes, alors que les Européens payent 230 \$US le même volume. Sous l'impulsion de Poutine, des négociations ont été entreprises afin de majorer le prix.

Sur un plan strictement commercial, l'objectif de Gazprom est légitime. Mais la manière employée fut plus que brutale. Le président ukrainien était enclin, et le demeure, à assumer une hausse progressive devant déboucher sur un alignement des coûts qui ont cours au niveau mondial. Les bonzes de Gazprom veulent imposer les 230 \$ immédiatement.

Les pourparlers ayant échoué, Moscou a décidé de couper le robinet. Ce faisant, la distribution de gaz en Europe a diminué sensiblement. Selon Gazprom, de cette soustraction, les autorités ukrainiennes sont responsables car elles ont décidé de «piquer» une portion de l'énergie destinée à l'Allemagne, l'Italie et autres nations européennes. Cette accusation, Kiev la récuse. Bref, le flou demeure.

Reste que cet épisode a provoqué tout un sursaut dans les capitales des pays membres de l'UE. Car il a rappelé de manière rude qu'en matière de sécurité d'approvisionnement énergétique, l'Europe était aussi fragile que dépendante de la bonne volonté des Russes. Il a également rappelé au monde entier que la Russie était une superpuissance en la matière. En un mot, l'épisode en question a propagé de l'inquiétude à la vitesse grand V.

L'histoire étant empreinte d'ironie, il se trouve que depuis le 1<sup>er</sup> janvier, Poutine est le président du G8 qui lors de son prochain sommet au début de l'été va discuter d'abord et avant tout... de sécurité d'approvisionnement énergétique. Pour l'heure, les épisodes des derniers jours ont accouché d'une question d'autant plus imposante qu'elle touche au cœur de l'économie: est-ce que la Russie est un fournisseur fiable?

Chose certaine, échaudée par le duel Russie-Ukraine, l'Autriche a décidé qu'en sa qualité de présidente de l'UE au cours des six prochains mois elle ferait de la sécurité énergétique et de la diversité des sources la priorité de son mandat. C'est dire combien le geste posé par Moscou à l'endroit de l'Ukraine inquiète au plus haut point.

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
 Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFON  
 Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE  
 Directeur de l'information JULES RICHER  
 Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,  
 LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU  
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
 Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



## L E T T R E S

## Détournement de vote

Jusqu'à récemment, le vote par anticipation était réservé aux électeurs qui, pour des raisons sérieuses, ne pouvaient voter le jour de l'élection et pouvaient le prouver.

Je viens d'apprendre que, grâce aux nouvelles règles du vote par anticipation au fédéral, on peut aller voter n'importe quand pendant la campagne. Le but, bien louable: accroître le taux de participation. Le résultat, bien moins joli: un candidat, ou l'un de ses représentants bien engueulés, vient sonner à votre porte, vous vend sa salade et parvient, grâce à son charme personnel et à des arguments plus ou moins valables que personne en face de lui ne pourra contrer, à vous convaincre de lui accorder votre confiance. Une fois que c'est fait, il vous emmène lui-même, dans son auto, jusqu'au bureau de vote par anticipation... Dans toute la campagne, il pourra ainsi «engranger» des centaines de voix. Si jamais vous changez d'avis entre ce jour-là et celui de l'élection, ou si vous vous rendez simplement compte qu'on vous a manipulé, eh bien, tant pis pour vous: votre vote est déjà dans l'urne!

Belle démocratie. Personnellement, je me ferai un plaisir de botter le derrière du candidat, de quelque couleur qu'il soit, qui tentera une pareille manœuvre chez moi. Et j'encourage tous mes compatriotes à en faire autant!

Vincent Collard  
 Montréal, 22 décembre 2005

## La société échangiste

Notre société est fondée sur des échanges qui n'ont rien de gratuit. Ce qui permet notre survie en tant qu'espèce. Ainsi, certains vont même jusqu'à donner des cadeaux pour de l'affection, et de l'amour pour de la sécurité. D'autres ont même créé des clubs échangistes. Et c'est toujours une question de survie, du couple, cette

fois-ci. Car le couple, marié ou non, est pour ainsi dire un système d'échange de base, sans cesse menacé de rester fermé sur lui-même. Nous ne sommes pas des «monovores»... Alors rien de plus naturel et de plus sain que d'échanger ouvertement et occasionnellement son ou sa partenaire pour mieux cultiver un appétit qui a ses exclusivités, mais qui peut aussi s'ouvrir à la variété. Et tout ça à peu de frais, quand on pense à ce que peuvent coûter les séances de thérapies ou la consommation compensatoire pour faire durer le couple ou le sauver de l'infinité [...] Les juges de la Cour suprême ont majoritairement estimé que les clubs échangistes ne portaient pas préjudice à la société. Ils auraient pu également mentionner les préjudices d'un commerce amoureux au-dessus de nos moyens, qui tente depuis les débuts de la civilisation judéo-chrétienne de se payer le très grand luxe artificiel du «serment de la fidélité». Quant aux deux juges dissidents, ils en sont encore à la décence comme prétendue «valeur de notre société». Combien ce débat, largement dépassé, nous aura-t-il coûté en frais de justice? Trop cher. Mais au moins maintenant pourrions-nous économiser sur les frais de la police et de sa luxueuse (même famille que luxure) escouade de la moralité qui gonfle le budget de la sécurité publique déjà... indécemment.

Michel-Wilbrod Bujold  
 Montréal, décembre 2005

## Pressions autochtones

Dernièrement, le gouvernement libéral de Paul Martin a promis de verser plus de 5 milliards de dollars aux Amérindiens pour améliorer leurs conditions de vie.

Consécutif de l'histoire préjudiciable que les autochtones ont dû traverser, il a aussi promis une compensation de 1,9 milliard pour les victimes des pensionnats. Or, cette responsabilité

revient-elle vraiment aux contribuables? Il existe une entreprise qui a considérablement affaibli les autochtones, extorqué le fruit de leur chasse en plus de massacrer la faune canadienne, il s'agit de la Compagnie de la Baie d'Hudson. En effet, la plus vieille compagnie au Canada a permis d'enrichir quelques privilégiés qui ont exploité sans retenue la faune et méprisé les autochtones en leur échangeant des brouilles contre des fourrures, et ce pendant plusieurs siècles [...] C'est cette même Compagnie de la Baie d'Hudson qui s'est établie de force au Manitoba en 1812, et qui se voulait le centre des opérations des forces britanniques lorsqu'elles exterminèrent les Métis en 1885. Dans ces circonstances, ne serait-il pas normal que la Compagnie de la Baie d'Hudson dédommage les autochtones et accepte sa responsabilité en ce qui a trait au sort actuel des tribus amérindiennes au Canada, plutôt que le gouvernement canadien? (La Compagnie n'était pas canadienne avant la fin du XX<sup>e</sup> siècle.) Puisque des rumeurs d'achat visent la Compagnie de la Baie d'Hudson actuellement, il serait plus que temps pour les autochtones ainsi que pour toutes les autres victimes de la Compagnie de porter plainte et de demander leur juste part des richesses et de la fierté que la Compagnie leur a impunément volées.

Plutôt que d'augmenter la contribution des honnêtes payeurs de taxe, qui, au Québec, sont 80 % à gagner 30 000 \$ ou moins, je demande à toutes les tribus amérindiennes de faire des pressions sur la Compagnie de la Baie d'Hudson afin que justice leur soit rendue et que celle qui a volé l'héritage amérindien du Canada soit tenue responsable devant la Loi et devant l'Histoire.

Très franchement, ce n'est pas aux payeurs de taxe, qui n'ont jamais participé aux massacres commis par la Baie d'Hudson, à payer pour les erreurs de cette compagnie.

Ludovic Rheault  
 Montréal, décembre 2005

## LIBRE OPINION

## Le travail de rue: une réponse aux gangs de rue

SERGE BROCHU

Président de la Société de criminologie du Québec et professeur titulaire à l'École de criminologie de l'Université de Montréal

CAROLINE SAVARD

Directrice générale de la Société de criminologie du Québec

Depuis quelques années, la présence des gangs de rue se fait sentir sur le territoire québécois. Ce phénomène en inquiète plusieurs car il dérange notre paix sociale et mine la sécurité des citoyens. Une étude récente, intitulée «Jeunes, drogues et violence: des liens à comprendre» et réalisée au Centre international de criminologie comparée de l'Université de Montréal, indique que 49 % des élèves qui fréquentent des écoles montréalaises croient que la violence des jeunes est souvent reliée aux gangs. Bien plus, 11 % d'entre eux rapportent avoir déjà participé à une bataille de gang.

Les gangs deviennent donc une source de préoccupation pour plusieurs spécialistes parce que le niveau d'organisation de ces groupes se précise et parce que leur sphère d'activités criminelles s'avère de plus en plus diversifiée. Les intervenants qui partagent le quotidien des jeunes sont tous touchés de près ou de loin par cette problématique. Dans ce contexte, plusieurs stratégies (intervention, répression, punition) ont été mises en place afin de contrer ce phénomène.

Cette lettre propose de discuter d'une stratégie qui se veut être une alternative aux interventions traditionnelles effectuées auprès des jeunes de gangs et de ceux à risque d'y adhérer: le travail de rue.

## Un lien qui s'établit

Il y a plusieurs raisons de s'intéresser à cette pratique encore méconnue du grand public. Mentionnons à ce titre les résultats d'une évaluation menée

par la Société de criminologie du Québec (D. Girard et K. Tétreault, *Rapport de mi-projet: travail de rue, gang de rue, un lien incontournable?*, Montréal, Société de criminologie du Québec pour la Direction de la prévention et de la lutte contre la criminalité, Ministère de la Sécurité publique, 2005\*). Ces résultats confirment que ces intervenants réussissent à établir un lien significatif avec plusieurs jeunes engagés à divers niveaux dans un gang de rue.

Aussi, de par sa nature, le travail de rue constitue une pratique qui s'exerce dans le milieu de vie des jeunes, et cette accessibilité permet de rejoindre des jeunes marginaux qui rejettent l'aide offerte par les milieux institutionnels. Ces jeunes, qui sont réfractaires à l'image autoritaire que représentent pour eux les milieux institutionnels, voient le travailleur de rue comme un aidant et un confident.

La relation qui s'établit entre un travailleur de rue et un jeune à risque et/ou membre de gang de rue ne se fait toutefois pas sans anicroche. Comme tout autre professionnel, le travailleur de rue se doit de gagner la confiance du jeune et de bien lui expliquer son rôle d'intervenant. De plus, cette approche étant basée sur un rapport volontaire et confidentiel, le travailleur de rue accompagnera seulement les jeunes à risque et/ou membres d'un gang de rue qui en exprimeront le besoin. Son objectif premier sera alors d'aider le jeune à faire des choix éclairés et à améliorer sa situation. Dans le cas contraire, le travailleur de rue se montrera simplement présent et disponible pour les jeunes à risque et membres d'un gang de rue.

De manière générale, l'incidence de cette pratique auprès de cette clientèle peut être vue sous différents angles. Pour les fins de ce court texte, nous abordons l'aspect de la prévention de la criminalité et celui des interventions effectuées.

## Jeunes à risque

Pour ce qui est de la prévention de la criminalité, les résultats de la démarche évaluative menée par la

Société de criminologie du Québec (SCQ) auprès de cinq travailleurs de rue rattachés chacun à un organisme communautaire montréalais en travail de rue démontrent que ces derniers entrent en contact majoritairement avec des jeunes «à risque».

Il arrive que ces jeunes soient utilisés par les membres d'un gang de rue pour faire des commissions ou pour servir d'intermédiaire. Lorsque l'occasion se présente, le travailleur de rue peut amener le jeune «à risque» à prendre conscience de l'impact des actions qu'il pose et des valeurs qu'il véhicule.

Par exemple, un jeune attiré par un gang de rue peut revêtir une couleur particulière pour ressembler aux membres de ce groupe, mais il ne réalise pas toujours qu'il peut être agressé en s'affichant de cette manière.

Il revient donc au travailleur de rue de saisir ces moments clés et d'intervenir le plus efficacement possible auprès de ces jeunes «à risque». La portée de ces actions sera alors à caractère préventif puisqu'elle visera à prévenir l'adhésion de certains jeunes à un gang.

## Un maillon

En ce qui a trait aux interventions effectuées, le rapport de la SCQ *Travail de rue, gang de rue, un lien incontournable?* nous apprend que les travailleurs de rue du consortium sont en mesure d'effectuer un éventail d'interventions auprès des jeunes à risque et membres d'un gang de rue.

Les principales étant: la distribution de matériel dans une optique de réduction des méfaits, les accompagnements, les références vers des ressources appropriées, les discussions (sexualité, toxicomanie, ambitions futures, etc.), les communications téléphoniques, la médiation entre jeunes de gangs ennemis et l'organisation d'activités permettant aux jeunes de s'engager dans des activités prosociales.

Les accompagnements les plus fréquents sont pour la recherche d'emploi et le raccrochage sco-

laire. En effet, sur une période de cinq mois, les travailleurs de rue participant au projet mentionné ci-haut ont aidé à 78 reprises des jeunes à risque et/ou membres d'un gang de rue à se trouver un emploi. Il est à souligner que 25 de ces jeunes ont mentionné aux travailleurs de rue avoir trouvé un emploi à la suite de leurs démarches conjointes.

Sous l'angle d'un principe d'économie sociale, ces résultats sont encourageants puisque le travail permet non seulement à ces jeunes de développer leur autonomie en tant que travailleurs, mais également de retrouver une structure de vie propre à leur intégration sociale.

Cela ne signifie toutefois pas que les actions des travailleurs de rue constituent nécessairement un gage de succès instantané. Il faut plutôt comprendre l'engagement des travailleurs de rue comme un maillon important dans l'ensemble des services offerts aux jeunes à risque et membres d'un gang de rue.

En effet, il peut parfois s'avérer délicat de statuer sans équivoque sur l'efficacité de la pratique du travail de rue puisque plusieurs variables diffèrent d'un milieu à l'autre. L'enjeu demeure tout de même, pour les intervenants engagés auprès de la SCQ, de partager une vision cohérente de cette pratique.

Idealement, une bonne compréhension de cette philosophie d'intervention et du code d'éthique s'y rattachant permettrait l'établissement durable de partenariats intéressants entre les milieux institutionnels et communautaires. Actuellement, l'une des stratégies qui se présente comme étant porteuse de bons résultats par rapport à ce phénomène est le partenariat. Cela dit, le travail de rue est certainement l'une des réponses possibles aux gangs de rue.

\* Ce rapport est disponible à l'adresse Internet suivante: [www.societecrimino.qc.ca](http://www.societecrimino.qc.ca)

## IDÉES

L'Annuaire du Québec 2006, préparé par l'Institut du Nouveau Monde, publié aux éditions Fides et auquel Le Devoir apporte sa collaboration depuis ses débuts en 1996, offre un tour d'horizon des grands enjeux qui traversent le Québec. Les trois extraits que nous publions aujourd'hui sont un reflet de la variété des thèmes à nouveau abordés cette année par L'Annuaire.

## Les mythes de « l'exode des jeunes » Les deux tiers des jeunes vivent dans leur région d'origine

PATRICE LEBLANC

Groupe de recherche sur la migration des jeunes, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Les projections de l'Institut de la statistique du Québec quant à l'avenir démographique de plusieurs régions du Québec sont plutôt inquiétantes. En effet, d'ici 2026, sur les 17 régions administratives, six connaîtront un déclin soutenu (Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Côte-Nord, Abitibi-Témiscamingue, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Bas-Saint-Laurent, Mauricie), quatre connaîtront une phase de transition d'une situation de croissance vers une situation de décroissance (Centre-du-Québec, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Nord-du-Québec), tandis que seulement sept régions verront la taille de leur population croître (Laurentides, Outaouais, Lanaudière, Laval, Montréal, Estrie, Montérégie). [...]

Les jeunes sont souvent pointés du doigt en ce qu'ils contribueraient, par leur « exode », à réduire la taille des populations régionales, d'autant qu'ils sont aussi à un âge où ils sont à même de procréer. Les différentes enquêtes du Groupe de recherche sur la migration des jeunes (GRMJ) ont cependant permis de mettre en lumière le fait que les parcours migratoires des jeunes sont beaucoup moins unidirectionnels qu'il ne semble et que les jeunes sont plus présents qu'on ne le pense en général dans les régions périphériques du Québec. [...]

### Fortement présents

En 2004-2005, le GRMJ a réitéré un vaste sondage téléphonique qu'il avait déjà réalisé en 1999, en interrogeant cette fois-ci environ 6000 jeunes Québécois francophones, anglophones ou autochtones, âgés de 20 à 34 ans. Les différentes questions portaient tout autant sur le départ du domicile familial, sur l'identité régionale, sur la stabilité et la mobilité potentielle du jeune que sur son retour réel ou potentiel dans sa région d'origine. [...]

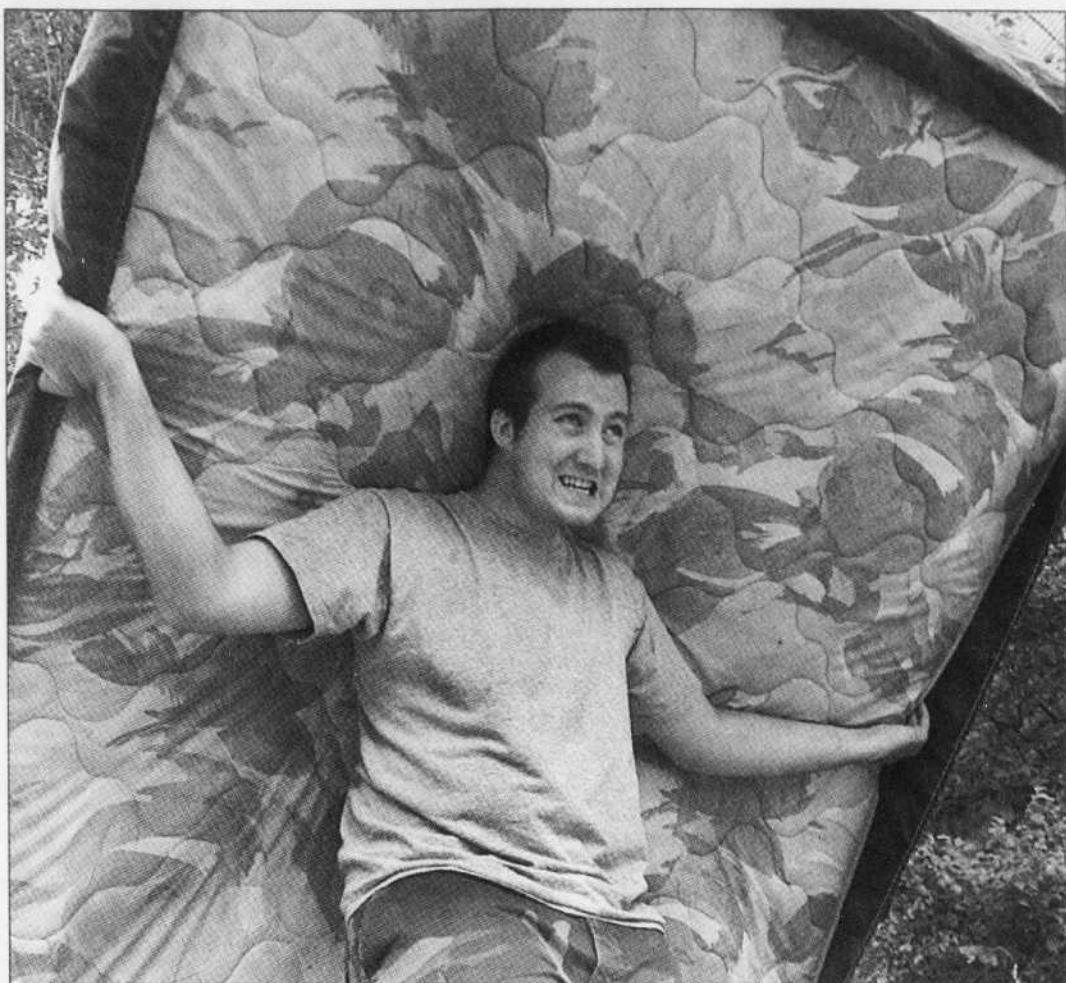
Plus de deux tiers des jeunes (68 %) sont des non-migrants, c'est-à-dire des jeunes qui vivent toujours dans la même municipalité que celle de leurs parents sans l'avoir quittée pendant plus de six mois. Dix pour cent des jeunes sont des migrants intrarégionaux en ce qu'ils ont déménagé pour une période de plus de six mois dans une autre municipalité de la même région administrative, certains étant revenus dans leur municipalité d'origine. Trente-six pour cent des jeunes sont des migrants interrégionaux puisqu'ils vivaient au moment de l'enquête dans une autre région administrative que celle de leurs parents, tandis que 16 % sont des migrants interrégionaux de retour, revenus dans leur région d'origine. [...]

On remarquera que près des deux tiers (64 %) des jeunes de 20 à 34 ans vivent dans leur région d'origine et que 32 % de l'ensemble des jeunes migrants interrégionaux sont des migrants de retour. Contrairement à la croyance populaire, les jeunes sont donc encore fortement présents dans leur région d'origine. [...]

### La première migration

Les jeunes quittent pour la première fois leur municipalité d'origine à un âge relativement jeune. En effet, plus de la moitié des premières migrations s'effectuent avant l'âge de 20 ans alors que moins de 15 % auront lieu après 23 ans. [...] Les femmes migrent à un âge plus précoce que celui des hommes. [...]

La première migration s'effectue pour une proportion assez importante de jeunes dans leur propre région administrative. Quelle que soit la région d'origine, c'est toujours entre 41 % et 57 % des jeunes qui migrent pour une première fois dans leur région d'origine.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les régions de Montréal, de la Capitale-Nationale et de la Montérégie sont celles qui, après les régions d'origine des jeunes, accueillent le plus de migrants.

Montréal se démarque avec 72 % des jeunes, qui lors de leur première migration restent dans la région, tandis que les régions Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (28 %) et Côte-Nord (25 %) sont celles qui voient la plus forte proportion de jeunes partir pour une autre région.

Les régions de Montréal, de la Capitale-Nationale et de la Montérégie sont celles qui, après les régions d'origine des jeunes, accueillent le plus de migrants. Elles reçoivent respectivement 31 %, 15 % et 10 % des jeunes lors de leur première migration. [...]

Plusieurs raisons peuvent expliquer le déménagement vers le lieu de la première migration. Cependant, contrairement à ce que l'on pourrait croire, ce n'est pas d'abord l'emploi qui l'explique le plus fortement. En effet, seulement 28 % des jeunes migrants ont identifié l'énoncé « Pour des raisons de travail » pour expliquer leur première migration.

En fait, c'est le motif « Pour vivre votre vie » qui recueille le pourcentage le plus élevé, avec 79 % des jeunes. L'amélioration des perspectives d'avenir, la volonté d'avoir une bonne qualité de vie et la poursuite des études sont les trois autres raisons identifiées par plus de 50 % des répondants (respectivement par 61 %, 55 % et 54 % des jeunes migrants). [...]

### Les raisons du retour

Le retour vers le lieu d'origine est sans aucun doute la question qui préoccupe le plus lorsque l'on s'intéresse à la migration des jeunes Québécois. [...] Constatons d'abord que 51 % des jeunes considèrent leur lieu de résidence au moment de l'enquête comme temporaire. Cette proportion est plus grande chez les migrants interrégionaux (55 %) et beaucoup

plus faible chez les non-migrants (7 %) [...].

De plus, seulement 47 % des répondants souhaitent vivre dans une grande ville (18 %) ou dans sa banlieue (29 %) [...]. Ainsi, la ville attire les jeunes migrants mais ne constitue pas un lieu où ils souhaiteraient passer toute leur vie d'adulte.

Mais si de nombreux jeunes sont encore mobiles, reviendraient-ils pour autant vivre dans leur municipalité d'origine? Les jeunes migrants intrarégionaux qui ne vivent pas dans leur municipalité d'origine, tout comme les migrants interrégionaux, répondent « oui » à cette question à 58 %, si les circonstances s'y prêtent.

En fait, plusieurs raisons pourraient justifier ce retour dans leur municipalité d'origine. La raison la plus souvent évoquée, par 85 % des jeunes migrants, est la volonté d'avoir une meilleure qualité de vie, suivie à 73 % par « Pour avoir une maison à vous ». L'emploi, représenté par l'énoncé « Pour gagner sa vie », n'arrive qu'en troisième place: 71 % des jeunes estiment que cela pourrait justifier un retour au lieu d'origine. Trois autres raisons obtiennent un niveau d'assentiment de plus de 60 %: « Pour vous rapprocher de vos parents » (68 %), « Pour élever vos enfants » (61 %) et « Pour la proximité de la nature » (61 %).

Le portrait est quelque peu différent lorsque l'on interroge les migrants qui sont revenus dans la région du lieu d'origine. Si la volonté d'avoir une bonne qualité de vie arrive encore en première place (82 % des répondants), « Pour gagner sa vie » se classe cette fois-ci en deuxième place (70 %). Se rapprocher de ses parents (62 %) et de ses amis (62 %) ainsi que la proximité de la nature (57 %) expliquent aussi assez fortement le retour des jeunes. [...]

## Au bas de l'échelle, tout n'est pas joué à l'âge de 4 ans

GINETTE PAQUET  
DENIS HAMEL

Institut national de santé publique du Québec

Au Québec, un enfant de quatre ans risque davantage de voir sa santé et son développement compromis s'il vit depuis sa naissance au sein d'une famille située au bas de l'échelle sociale. Cependant, la vapeur peut être renversée si certains facteurs de protection entrent en jeu. C'est ce qui ressort de nos travaux. [...]

Plus la position sociale des familles est élevée, meilleure est la santé des tout-petits: l'hospitalisation, l'asthme, l'embonpoint, l'hyperactivité/inattention, la carie dentaire et la non-consultation de pédiatre et de dentiste sont associés à la faible position sociale des familles.

On doit toutefois se poser la question suivante: si dans toutes les classes sociales il y avait par exemple la même proportion de tout-petits ayant été allaités, d'enfants vivant dans des familles monoparentales ou d'enfants dont les parents fument à la maison, pourrait-on encore observer des différences de santé selon la position sociale de la famille? C'est dans le but de neutraliser les effets de ces caractéristiques et de ces facteurs que des analyses plus fines ont été effectuées.

### Premier exemple: l'hospitalisation

Le fait pour des bambins d'environ 4 ans de vivre depuis leur naissance au sein d'une famille située au bas de l'échelle sociale accroît leur risque d'avoir séjourné au moins une nuit à l'hôpital d'environ 41 %, comparativement aux bambins de position sociale élevée. Outre un faible statut socio-économique, d'autres facteurs augmentent la probabilité des tout-petits de passer au moins une nuit à l'hôpital: vivre dans une famille monoparentale, ne pas avoir été allaité pendant au moins six mois et avoir une mère non immigrante et qui déclare ne pas être en très bonne santé.

Observons maintenant ce que révèle l'examen de facteurs en mesure de modifier l'association entre l'hospitalisation et la position sociale de la famille. [...] Pour les enfants ayant été allaités pendant six mois, l'influence du statut socio-économique sur la probabilité d'avoir séjourné au moins une nuit à l'hôpital depuis leur naissance ne semble pas jouer. Peu importe l'appartenance sociale, les probabilités d'avoir été hospitalisé une nuit sont plus faibles dans ce groupe que dans les familles où l'enfant n'a pas été allaité pendant au moins six mois.

Maintenant, bien que l'interaction ne soit pas statistiquement significative au seuil retenu, nous avons procédé à l'examen du soutien instrumental et émotif reçu des grands-parents. [...] Dans les familles défavorisées où les grands-parents apportent leur soutien, la faible position sociale aurait un impact plus modeste sur la probabilité d'avoir été hospitalisé, une fois pris en compte l'ensemble des autres facteurs. Ces résultats révèlent le potentiel de protection de deux facteurs: l'allaitement maternel pour une période d'au moins six mois, d'une part, et, d'autre part, le rôle bénéfique du soutien des grands-parents.

### Deuxième exemple: les crises d'asthme

Nos résultats montrent qu'en contrôlant l'effet de certains facteurs, l'association entre la position sociale et la probabilité de subir une crise d'asthme pour les tout-petits est amoindrie, au point de devenir non significative sur le plan statistique [...]. Ainsi, les enfants de familles se situant au bas de l'échelle sociale depuis leur naissance ont environ 47 % plus de risques d'avoir une crise d'asthme que leurs pairs issus de familles favorisées, lorsque l'on tient compte des autres facteurs.

L'examen des facteurs modifiants nous apprend ce qui suit. Pour les enfants qui vivent dans une famille de faible position sociale depuis la naissance, la probabilité plus élevée d'avoir subi une crise d'asthme s'estompe quand ceux-ci vivent dans une demeure où il n'y a ni chien ni chat. [...]

Compte tenu des résultats provenant d'autres études, nous avons une fois de plus examiné les contrastes concernant la « présence de fumée secondaire dans la maison » et la « santé déclarée de la mère » [...]. La tendance observée nous amène à penser que les désavantages liés à la position sociale de leur famille s'amenuisent pour les enfants vivant dans une maison où il n'y a pas de fumée secondaire ou encore pour ceux vivant avec une mère se déclarant en bonne santé. [...]



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le fait pour des bambins d'environ 4 ans de vivre depuis leur naissance au sein d'une famille pauvre accroît leur risque d'avoir séjourné au moins une nuit à l'hôpital d'environ 41 %.

## Musulmans et bouddhistes: les convertis québécois

FREDERIC CASTEL

Groupe de recherche interdisciplinaire sur le Montréal ethnoreligieux (GRIMER), Département des sciences religieuses, Université du Québec à Montréal

Sur fond de la récente redécouverte du facteur religieux dans diverses problématiques sociales ou politiques et de questions liées à la nouvelle immigration, on observe depuis peu une montée d'intérêt pour le phénomène des conversions aux religions non chrétiennes. [...]

Les années 1970-1980 voient l'éclosion des premiers centres bouddhiques (tibétains et zen) dont les fondateurs sont des enseignants étrangers bientôt suivis par quelques-uns des premiers convertis nés au pays. Les activités de propagation, alliant célébrations et publicité, s'adressent à des clientèles « nouvelagistes », en particulier par le biais de magazines spécialisés.

Guère perceptible avant les années 1990, l'activité missionnaire musulmane est relativement tardive, bien que des pionniers soufis (membres de confréries se consacrant à la mystique) se soient mis à l'œuvre dès les années 1980. En dehors d'une poignée de centres d'information s'adressant au grand public, la propagation musulmane se déploie principalement dans les collèges et les universités.

Les conversions n'ont pas cessé après septembre 2001, bien au contraire. La montée de l'intérêt pour l'islam a créé un besoin d'information dont la diffusion semble avoir joué en faveur des conversions. [...]

### Combien, qui

À cause du caractère flou du segment « origines multiples » de la variable sur l'origine ethnique de Statistique Canada (recensement de 2001) et à cause aussi de l'ambiguïté de certaines catégories de ses statistiques, telle que « Canadien », il est impossible

d'établir avec précision le nombre de convertis occidentaux à l'islam. On peut simplement circonscrire un groupe hétérogène de 9 000 personnes mêlant convertis et individus issus de familles biculturelles. Le nombre des musulmans d'ascendance française doit se situer entre 4 000 et 5 000. [...]

Comme la plupart des bouddhistes asiatiques ont immigré directement au Québec et que les enfants nés d'unions interculturelles ne sont pas encore très nombreux, il est plus facile de dénombrier les bouddhistes occidentaux, qui sont environ 3 400. [...] Les convertis représentent 8 % de la communauté bouddhiste québécoise.

Chez les Québécois d'origine française, les hommes sont un peu plus nombreux (53 %) à se convertir à l'islam que les femmes. Curieusement, ces dernières dominent nettement dans les tranches d'âge des 15-24 ans et des 25-44 ans, où elles représentent près des deux tiers des gens concernés. Au surplus, 43 % des femmes sont concentrées dans ce dernier groupe d'âge contre seulement 21 % des hommes, davantage dispersés dans toutes les tranches d'âge.

Ainsi, les hommes sont-ils plus susceptibles de se convertir à tout âge, y compris à un âge avancé, alors que les femmes sont plus enclines à faire de même pendant leur jeune âge. C'est justement l'âge où elles socialisent le plus avec des jeunes hommes musulmans — sans toutefois que l'on puisse réduire les conversions féminines à ce seul élément. Chez les convertis d'origine anglaise, il n'existe pas de tel dimorphisme entre les femmes et les hommes.

Dans le milieu converti bouddhiste, les hommes prédominent dans tous les groupes d'âge. [...] Les nouveaux bouddhistes sont plus nombreux dans la tranche d'âge des 45-64 ans, ce qui est particulièrement saillant chez ceux qui sont d'origine française. Alors que moins du tiers d'entre eux ont entre 25 et 44 ans, plus de la moitié ont 45 ans ou plus. Ce n'est que chez les bouddhistes que l'on

rencontre une aussi grande proportion d'adeptes de plus de quarante ans. [...]

### Les unions interculturelles et interreligieuses

Les couples interreligieux mariés dont un des conjoints est de religion musulmane se comptent par milliers. La majorité des 1 500 hommes musulmans vivant en union libre — en moyenne plus jeunes que les hommes mariés — ont une conjointe non musulmane. Ainsi y a-t-il beaucoup plus de femmes que d'hommes issus de la société d'accueil qui épousent des musulmans. [...]

Même si le désir est là, normalement, les hommes de confession musulmane n'insistent pas pour que leur conjointe se convertisse. D'ailleurs, la grande majorité des femmes qui vivent en union libre avec un musulman ne se convertissent pas (nous ne pouvons rien dire des femmes mariées, sauf que les non converties sont quelques milliers). C'est dire que les épouses qui se convertissent le font d'elles-mêmes, par conviction, sinon par osmose, pourrait-on dire. [...]

Les mariages impliquant un Québécois d'origine européenne et une femme bouddhiste d'origine asiatique sont plus courants que les mariages fondés sur la combinaison inverse. [...]

Les dynamiques sociodémographiques des foyers interreligieux ne sont pas tout à fait les mêmes selon que l'un des conjoints est musulman ou bouddhiste. Dans le premier cas, le conjoint est généralement un immigrant ou un étudiant étranger, alors que dans le second cas, le partenaire est plus souvent un enfant d'immigrants né au pays ou ayant immigré dans l'enfance. Les premiers couples semblent en moyenne un peu plus âgés que les seconds, ce qui expliquerait en partie pourquoi les enfants de moins de 15 ans forment 43 % des musulmans français et anglais (origines uniques et multiples) et seulement 12 % des bouddhistes. [...]

### L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Coriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clémentine Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont (communis Internet) Isabelle Paré (santé), Louise-Maude Rioux-Soucy (surnuméraire); Pauline Gravel (sciences); Michel Garneau (cartooniste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (lecteurs); Renée Léo Guimont et Serge Paquin (lecteurs surnuméraires); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélar (théâtre et culture), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels et musique), Frédérique Doyon (surnuméraire); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Reny (pupitre), Philippe Papineau (surnuméraire), Eric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins (surnuméraires); à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Levesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzetti, Manon Corneille et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutrisc (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Levesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Marilyse Hamelin, Alexandre Shields (communis); La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Deronne, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Jacqueline Avri, Jean de Billy, Jean-François Bosse, Marlene Côté, Dave Cameron, Yan Hamel, Christiane Laguard, Annelise Maltas, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, Nadia Sebati, Mélanie Simard (publicitaires); Laurence Theriault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Marjane Bérubé (secrétaire); LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production); Michel Berrachez, Johanne Brunet, Danielle Carara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zernatis, Olivier Zaida; INFORMATIQUE Yanick Martel (responsable); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TRAVAIL Linda Theriault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage); Alexandre Gaudreau (coordonnateur de la promotion et à la sollicitation); Monique L'Heureux, Rachelle Leclerc, Caroline Simard; L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables); Céline Furov, Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative); Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

## ACTUALITÉS

## TRAVAIL

« Il faudra une campagne de marketing agressive »

SUITE DE LA PAGE 1

sur la durée de la convention», a-t-il expliqué.

Ce dernier a ajouté que les pourparlers ont débouché sur un statu quo en matière de sous-traitance, alors que le syndicat tenait à en améliorer l'encadrement, ce qui représente selon lui une bonne nouvelle pour la direction. Il a aussi décrié le fait que la question de la précarité d'emploi ne fait pas partie de la proposition déposée par le conciliateur. Le président salue tout de même la «bonification» du nombre de journées de vacances, même si cette mesure ne prendra effet qu'à partir de 2008.

Le syndicat, qui avait choisi de n'émettre aucune recommandation aux grévistes, se réjouit surtout de voir se concrétiser la création d'un fonds de pension, même s'il ne sera mis sur pied qu'à la troisième année de la convention, soit en 2008. «Pour nous, c'était central et c'est une belle victoire», a affirmé M. Filion. Il se dit aussi heureux des augmentations salariales, qui seront de l'ordre de 3 % pour chacune des quatre premières années du contrat de travail, puis de 4 % la dernière année. Selon lui, la priorité est maintenant de «s'assurer que la cohésion du syndicat demeure forte», malgré un conflit qui a duré près de trois semaines. Durant le conflit, le syndicat a été malmené par certains grévistes, qui l'accusaient de ne pas les informer adéquatement.

## La partie patronale est soulagée

La direction de la station Mont-Tremblant, propriété de la multinationale Intrawest, est heureuse de voir se terminer un conflit qui dure maintenant depuis le 17 décembre. D'autant plus que la grève a entraîné «des pertes de centaines de milliers de dollars chaque jour», a affirmé hier la porte-parole de l'entreprise, Lyne Lortie. «Nous sommes heureux de voir que le conciliateur a bien travaillé, tout en respectant le cadre financier dont nous disposons», a-t-elle expliqué, ajoutant que «les employés ont bien compris» la situation de leur employeur.

La priorité de la direction est maintenant d'organiser un retour au travail harmonieux, selon Mme Lortie. Celle-ci a affirmé que le plan de reprise des activités sera immédiatement mis en branle. «Si tout se déroule comme prévu, nous devrions avoir retrouvé notre rythme habituel d'ici peu. Il reste maintenant à espérer que nous pourrions récupérer une certaine partie des visiteurs qui avaient annulé leur séjour en raison du conflit.» Actuellement, 52 des 94 pistes sont ouvertes et «nous prévoyons en ouvrir davantage d'ici quelques jours», a-t-elle expliqué. Elle prévoit que le complexe récréo-touristique aura repris son rythme normal, ou presque, cette fin de semaine. Lyne Lortie rappelle que plusieurs clients se sont plaints et certains ont carrément «fait savoir qu'ils ne reviendraient pas à Tremblant».

Cette entente est également une excellente nouvelle pour l'économie de la région, qui a dû composer avec un temps des Fêtes beaucoup moins profitable que les années précédentes. «La station Mont-Tremblant est le moteur économique de la région et environ 80 % des emplois de la région sont liés directement ou indirectement au tourisme», a expliqué le président de la chambre de commerce de Mont-Tremblant, Marc Lamoureux. Heureux de voir que la grève connaît enfin son dénouement, il a précisé que la période des Fêtes est habituellement la plus achalandée de l'année dans la région. Les sommes perdues sont donc irrécupérables, selon lui.

Même s'il considère qu'il est encore trop tôt pour faire une évaluation des pertes encourues à cause du conflit, celles-ci pourraient atteindre entre 20 à 30 % du chiffre d'affaires habituel de la station, selon Mme Lortie. La montagne, les hôtels et les commerces indépendants du village piétonnier fonctionnaient au ralenti depuis le 17 décembre, alors que l'achalandage a diminué de moitié par rapport aux autres années. Même si les opérations ont été maintenues à environ 50 % en raison du travail de 200 cadres, «il faudra une campagne de marketing agressive» pour ramener les touristes sur les pentes de ski, selon M. Lamoureux. Les touristes qui sont allés ailleurs pourraient ne pas revenir, craint-il.

Par ailleurs, le manque à gagner est attribuable non seulement à la diminution du nombre de touristes, mais aussi au fait que les employés de la station Mont-Tremblant comptent à eux seuls pour 15 à 20 % des travailleurs de la région. Le conflit a d'ailleurs eu un «impact immédiat sur les entreprises de services», a souligné M. Lamoureux.

Hier, près de la moitié des grévistes s'étaient déplacés à l'assemblée générale tenue à l'Hôtel de l'Annonciation, soit plus de 850 employés. Sans contrat de travail depuis le 31 octobre, les 1500 syndiqués de la CSN à Mont-Tremblant avaient d'abord déclenché une grève de 24 heures, avant de la changer en débrayage général illimité. Leurs moyens de pressions s'inscrivaient dans le cadre de négociations du secteur de l'hôtellerie qui ont débouché sur 27 ententes depuis le début de l'été un peu partout en province. Le syndicat demandait un contrat de travail de trois ans comprenant des augmentations salariales de 11 %. La partie patronale, qui a souvent affirmé que les demandes des syndiqués ne tenaient pas compte de la réalité financière, suggérait plutôt un contrat de cinq ans et des hausses de 16,5 %.

La reprise du travail est évidemment salutaire pour la multinationale Intrawest, qui a lancé en août 2004 les phases de développement III et IV de son complexe touristique, un projet qui doit s'échelonner sur dix ans et coûter la rondelette somme de 1 milliard de dollars. La station d'Intrawest, la plus grosse de l'est de l'Amérique du Nord, reçoit chaque hiver près de 1,1 million de visiteurs et les Québécois comptent pour 20 % de cette clientèle, selon la direction. Les deux groupes les plus nombreux sont les Ontariens et les Américains, avec 35 % chacun. Les touristes d'outre-mer comptent pour 10 %.

Le Devoir



Plusieurs Ukrainiens ont craint de manquer de gaz au cours des derniers jours.

## GAZ

SUITE DE LA PAGE 1

malgré l'opposition de Moscou. «Les choses sont complètement différentes, a déclaré un porte-parole. L'an dernier, nous étions confrontés à des fraudes électorales. Il s'agit cette fois d'un conflit bilatéral entre la Russie et l'Ukraine.» Même si elle vient d'accorder à l'Ukraine le statut «d'économie de marché» (ouvrant les portes de l'Organisation mondiale du commerce), l'Union tient à ses bonnes relations avec la Russie comme à la prunelle de ses yeux.

Malgré le rétablissement des livraisons, le groupe russe Gazprom accusait hier l'Ukraine d'avoir prélevé 90 millions de mètres cubes sur les volumes destinés à l'Europe. Kiev, qui réclame l'étalement des augmentations sur deux ans, disait plutôt avoir prélevé en toute légalité du gaz turkmène qui transite par la Russie. «Pour l'heure, les Européens ne peuvent rien faire, sauf ronger leur frein», a déclaré Daniel Gros, directeur du Centre d'étude sur la politique européenne, à Bruxelles. La crise vient par ailleurs rappeler aux Européens qu'ils n'ont pas de politique énergétique commune. En 2003, les pays membres de l'Union avaient refusé de mettre en commun leurs stocks stratégiques de pétrole et de gaz. Les Européens ne coordonnent ni leurs économies d'énergie ni la recherche sur les nouvelles sources d'énergie.

Le ministre français des Affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy, a appelé hier la Russie et l'Ukraine à «reprendre les négociations. [...] Ce sont des rapports commerciaux bilatéraux qui doivent être réglés tels quels et surtout ne pas évoluer et devenir un problème politique». Les réactions de la presse européenne ont été nettement plus sévères. «Les barils de pétrole ont remplacé les tanks soviétiques, écrivait hier le très sérieux quotidien économique *La Tribune*. [...] De fait, les hydrocarbures constituent désormais l'un des principaux leviers de la politique étrangère russe.» A moins de trois mois des élections législatives ukrainiennes, de nombreux analystes voient dans ce conflit la volonté du Kremlin de freiner la marche de Kiev vers l'OTAN et l'Union européenne. Contrairement à l'Ukraine, qui s'y refuse, la Biélorussie a déjà cédé 50 % de son réseau de gazoducs contre des livraisons de gaz russe bon marché et la Géorgie pourrait suivre son exemple. «La Russie, premier producteur mondial de gaz, vient d'appuyer sur le bouton de l'arme énergétique», écrit *Le Monde* pour qui il s'agit de «la première guerre du XXI<sup>e</sup> siècle».

Le quotidien économique allemand *Handelsblatt* appelle l'Union européenne à aider les pays dépendants de la Russie à diversifier leurs sources d'approvisionnement. *Handelsblatt* s'en prend aussi au projet de gazoduc qui reliera directement la Russie à l'Allemagne, contournant la Pologne et les Pays baltes et passant sous la mer Baltique. Le mois dernier, l'ancien chancelier Gerhard Schröder a été sévèrement critiqué pour avoir accepté la présidence du consortium qui réalisera le projet qu'il a lui-même conclu avec Vladimir Poutine dix jours avant les élections. La Russie montre les muscles au moment où elle prend la présidence du club des principaux pays industrialisés (G8), souligne aussi le *tabloïd Bild*. En Allemagne, plusieurs estiment que la crise des derniers jours pourrait fournir de bons arguments au gouvernement d'Angela Merkel afin de laisser tomber le projet d'abandon du nucléaire adopté par son prédécesseur.

De Paris à Varsovie, des voix s'élèvent pour que l'Union européenne se fasse entendre. Le premier ministre hongrois l'a appelé hier à élaborer une politique énergétique européenne. Dans les couloirs du conseil européen, on chuchote que l'autonomie énergétique pourrait être le grand projet de l'année 2006. Il y aurait là à tout le moins une belle occasion de sortir de la torpeur qui paralyse l'Europe depuis des mois.

Correspondant du Devoir à Paris

## LACROIX

Quant au Canada, c'est vraiment un autre monde et notre histoire remonte bien avant celle du Canada.»

Une autre chose fascine Benoît Lacroix: l'avènement du féminisme. «Grâce à ce mouvement irréversible, les femmes entrent dans l'histoire. Elles représentent quelque chose de la culture qui est autre et que je ne saurais nommer. Elles manifestent une sensibilité que les hommes n'ont pas toujours par rapport au bien commun.» Cette sensibilité différente pourra-t-elle gagner la confiance? Qu'est-ce que le féminisme modifiera dans la société? Il l'ignore. «Ce que je sais, c'est que la politique nous tue parce qu'elle est incapable d'avoir des vues globales.» Benoît Lacroix se demande également pourquoi on ne fait plus d'enfants: «Vous voyez, à 90 ans, je pose des questions sérieuses à ma manière un peu gamine.»

Parmi les questions qui le préoccupent, il en est une plus personnelle: «Jusqu'à quand est-ce que je serai en santé, capable de rendre service aux autres, à tant de gens qui m'aident à vivre?» Il laisse la réponse à Dieu: «Je suis un croyant à ma manière et j'adore la prière. Croire, c'est aimer et espérer. Croire requiert de la générosité, davantage que savoir. Savoir, cela referme un peu les choses.»

Benoît Lacroix affirme sans ambages: «L'avenir des sociétés comme celui de la religion, ce sont les artistes; ils sont minoritaires et pauvres, toujours un peu prophètes. Ils annoncent l'avenir sans le savoir. Leur existence est plus longue qu'on pense. Ils vivent au grand air dans beaucoup d'insécurité et de risques. C'est souvent grâce à leurs œuvres que j'entrevois l'avenir.» Pour lui, le film *La Neuvaïne*, par exemple, constitue un point tournant au Québec. «Ce film ose le silence et défie bien des préjugés.»

## Renforcer le lien

C'est pourquoi le lien entre les jeunes, l'école, le collège, le théâtre et les autres arts lui paraît essentiel. «Les jeunes sont vraiment formidables! Malheureusement, trop d'adultes qui pensent d'abord à leur propre plaisir, à l'argent et au sexe leur proposent des images piégées. Les arguments économiques dont on gave les jeunes les empêchent de trouver leur ligne de vie. Ils ont des talents fous, une grande ouverture d'esprit sur le monde, plusieurs acquis neufs, un désir d'aider les autres, une générosité instinctive, et ils constatent bien que la société n'est pas heureuse.» Benoît Lacroix déplore le fait que les parents capitulent au lieu de soutenir la discussion avec des adolescents fragiles sous leurs dehors frondeurs. «Pour se défendre, les adolescents aiment bien afficher un vocabulaire limité composé d'une quinzaine de mots à eux:

## MARTIN

SUITE DE LA PAGE 1

c'est expliquer clairement ces changements [qui s'opèrent] à l'extérieur de nos frontières».

M. Martin insiste sur le fait que son discours se veut positif. «Je n'ai pas l'intention d'entrer dans des arguments négatifs. Je n'ai aucune intention d'embarquer dans des arguments de peur. Pas du tout.» Pourtant, le message principal (qu'il a répété à tous les autres médias ayant obtenu une entrevue ce jour-là et qu'il répètera en campagne pour affronter le chef bloquiste Gilles Duceppe), c'est que la souveraineté entraînera de l'instabilité politique nuisible pour l'économie.

«Je propose la stabilité politique. M. Duceppe offre de l'instabilité politique. C'est ça, un référendum. Un référendum, c'est la division des familles, ça crée une instabilité politique partout au Canada et certainement au Québec.» Selon M. Martin, la bonne performance économique du Canada s'explique non seulement par l'assainissement des finances publiques dans les années 1990, mais aussi par l'apaisement politique ayant suivi le référendum de 1995. «C'est à M. Duceppe d'expliquer comment on peut continuer d'avoir la prospérité que nous avons dans une période d'instabilité politique.»

## Pareil à Jean Chrétien?

Lorsqu'on lui fait remarquer que son approche face au Québec ne diffère pas beaucoup de celle de son prédécesseur Jean Chrétien, M. Martin se fâche. «C'est pas juste et vous le savez très bien. Je n'ai pas l'intention de passer du temps à argumenter [à savoir si] je suis comme lui ou pas comme lui.» En quoi est-il différent alors? Piqué, il réplique: «Dès le début, j'ai endossé Meech, j'ai appuyé les revendications du Québec. J'ai tout mis en place depuis que je suis devenu premier ministre pour que ça fonctionne. Et lorsqu'on regarde tout ce qu'on a fait avec le Québec, ça fonctionne bien.»

A plusieurs reprises, *Le Devoir* a demandé à M. Martin s'il avait dans ses cartons une idée pour revoir le fonctionnement du fédéralisme et ainsi peut-être apaiser les ardeurs sécessionnistes québécoises. Chaque fois, il s'est contenté de revenir sur cette idée de stabilité et du besoin de parler des bienfaits du Canada. Il cite l'entente asymétrique sur la santé signée en 2004, l'entente sur la pérennité ou encore l'entente sur les garderies. «Remarque que le fédéralisme fonctionne.»

Lorsque la promesse du chef conservateur Stephen Harper de régler le déséquilibre fiscal et d'encadrer le pouvoir de dépenser d'Ottawa lui a été soumise à titre d'exemple, M. Martin a esquivé la question. «Avec les dépenses qu'est en train de faire Stephen Harper, il n'y aura pas de déséquilibre fiscal, ça je peux vous l'assurer. Le gouvernement fédéral va être en déficit.»

Stephen Harper s'est engagé un peu avant Noël à mettre un terme à ce qu'il appelle un fédéralisme «dominateur» et «paternaliste» en limitant le pouvoir «exorbitant» de dépenser d'Ottawa dans les champs de compétences des provinces. Fait intéressant à noter, un sondage Ipsos-Reid, réalisé pour le réseau CanWest Global ce week-end, démontre que les électeurs bloquistes sont ceux dont l'opinion au sujet de Stephen Harper s'est le plus améliorée depuis cette annonce remarquée. Leur perception s'est améliorée de 17 % en une semaine. Il ne s'agit pas d'intentions de votes pour autant, celles-ci stagnent à environ 12 % au Québec.

Le Devoir

SUITE DE LA PAGE 1

vie: «La valeur de la vie passe par les services que l'on rend aux autres, par ce qu'on fait pour eux. C'est cela, le bonheur et notre raison d'être. Les vrais artistes ne vivent pas pour eux-mêmes. Ça me rassure!»

## La leçon du fleuve

Originaire de la Côte-du-Sud, Benoît Lacroix qualifie son passage du milieu rural au milieu urbain comme le plus grand virage rencontré dans sa vie. «Je suis né dans le 3<sup>e</sup> rang, à Saint-Michel-de-Bellechasse, près des Micmacs et des Abénakis, pour me retrouver soudain sur l'île de Montréal. Je passais d'une communauté de 25 habitants à une cité de 3 millions; d'un quotidien terrien au bourdonnement citadin. C'était comme passer du boghei au 747, ou du fanal au néon indiscret», explique-t-il. «J'ai dû intégrer un espace géographique restreint, moi qui étais habitué aux grands espaces, à commencer par le Saint-Laurent. Ce nouveau rapport avec l'espace a été une vraie révolution intérieure. L'espace me hante; encore aujourd'hui, j'ai besoin de voir loin.» Ses artistes préférés sont d'ailleurs ceux des grands espaces: Lemieux, Riopel, Derouin, Micheline Beauchemin, Anne Hébert, Saint-Denis Garneau, Vigneault.

«Le fleuve fait partie de moi et il me parle encore. C'est un des meilleurs profs que j'ai eus, il dit: «Je suis là, mobile, je vais quelque part, je fais des vagues. Mais c'est mon chenal, en dessous, c'est intéressant!» Comme mon père le signalait, c'est le chenal qui porte la goélette. Le fleuve va vers l'océan, l'éternel, le continu, le grand espace.» Benoît Lacroix se considère comme un frère de Gilles Vigneault parce que, comme lui, il a grandi avec le fleuve et la mer. «La force de Vigneault, ce n'est pas seulement Natashquan, mais tout le pays auquel La Tempête d'hiver donne sa véritable dimension. En ville, on ne voit pas vraiment la neige.»

## Questions centrales

«En tant qu'historien, c'est l'avenir des sociétés qui me passionne. J'ai étudié la naissance des peuples à partir des déplacements de civilisations, par exemple, comment les Français ont préparé la naissance de la Nouvelle-France. Je retrouve à Montréal des groupes hétéroclites qui se déplacent et qui vont modifier nos réflexes.» Benoît Lacroix a la conviction qu'une personne vaut plusieurs pays et qu'il y a d'autres façons d'inventer un pays que celles d'autrefois. «La formation d'un Québec nouveau m'intéresse. Différentes ethnies se joignent à nous; il importe de penser l'avenir dès maintenant car il faut des siècles pour faire un pays.»

## Comment nous joindre ?

**La rédaction**  
Au téléphone 514-985-3333  
Par télécopieur 514-985-3360  
Par courrier [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)

**La publicité**  
Au téléphone 514-985-3399  
Par télécopieur 514-985-3390  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344  
Par télécopieur 514-985-3340  
Par courrier [avisdev@ledevoir.com](mailto:avisdev@ledevoir.com)

## Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322  
Par télécopieur 514-985-3340

## Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur 514-985-5967  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

## L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346  
Par télécopieur 514-985-3390

## LE DEVOIR

[www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

Les bureaux du Devoir sont situés

au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage,

Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts

Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.

Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse-Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 300, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.